



Industrie
Canada

Industry
Canada

Rapport sur la performance des industries canadiennes

Deuxième semestre de 2006

**Direction de l'analyse micro-économique
Direction générale de l'analyse de la
politique micro-économique
Industrie Canada**

Canada



Industrie
Canada

Industry
Canada

Rapport sur la performance des industries canadiennes

Industry Canada
Library - Queen

JUN 14 2007

Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

Deuxième semestre de 2006

**Direction de l'analyse micro-économique
Direction générale de l'analyse de la
politique micro-économique
Industrie Canada**

Canada

Table des matières

Avant-propos	3
Vue d'ensemble	4
Secteurs industriels	
Fabrication	16
Énergie et extraction minière	20
Services	
Services aux ménages	27
Services aux entreprises	
Information et culture, services professionnels, scientifiques et techniques (ICSPST)	30
Finance, assurances et services immobiliers (FASI)	33
Autres services aux entreprises	36
Construction	39
Autres industries primaires	45
Services publics	48
Encadrés analytiques	
Évolution récente des investissements dans le secteur des entreprises	11
Performance du secteur de la construction au cours de la présente décennie	42
Annexe de données	51

Nota : L'analyse est fondée sur les données connues au 15 avril 2007. Le rapport a été préparé par Gabriel Bruneau, Varsa Kuniyal, Robert Lamy, Jean Laneville et Jack Van Walraven de la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, sous la direction de Robert Lamy.

Les données proviennent des sources suivantes : Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis, le Bureau of Labor Statistics des États-Unis, l'Energy Information Agency des États-Unis, le London Metals Exchange, le Fonds monétaire international et la société Consensus Economics. Les données figurant dans les graphiques et tableaux proviennent également de ces sources.

À moins d'indication contraire, les taux de croissance présentés sont des taux annualisés qui ont été calculés par rapport à la période précédente.

Veuillez faire part de vos observations à Robert Lamy au 613-957-7842 ou, par courrier électronique, à lamy.robert@ic.gc.ca.

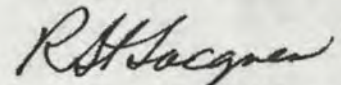
Avant-propos

Au cours de la présente décennie, les entreprises canadiennes ont dû relever de nouveaux défis dans l'ensemble des secteurs et des régions : l'appréciation du dollar canadien, la flambée des prix de l'énergie, qui ont plus que doublé, et l'intensification de la concurrence des pays émergents, en particulier la Chine, l'Inde et le Brésil. En 2006, pour la troisième année consécutive, les industries se sont généralement très bien adaptées aux nouvelles conditions du marché, le PIB réel ayant progressé de 2,7 %.

En 2006, les industries fournissant des services aux ménages et aux entreprises sont demeurées le moteur de la croissance économique. Le secteur de la construction a affiché sa meilleure performance durant cette décennie et a grandement contribué à l'activité économique, grâce à une croissance de 7,4 % du PIB réel. Dans ce secteur, l'industrie de la construction résidentielle a connu une autre année où le nombre de mises en chantier a dépassé 225 000 unités. Toutefois, même si cette augmentation s'est traduite en 2006 par une croissance vigoureuse, le rythme était toutefois nettement plus lent qu'au début de la décennie. L'industrie des travaux de génie, l'une des industries canadiennes qui croissent le plus rapidement aujourd'hui, a connu l'essor le plus spectaculaire. Les grands projets d'immobilisations, notamment les travaux d'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta et d'aménagement hydroélectrique, ont stimulé le PIB réel de cette industrie, qui a progressé de près de 30 % au cours des trois dernières années.

Les secteurs des services et de la construction ont affiché une croissance vigoureuse qui, conjuguée à l'intensification de l'activité dans le secteur des ressources naturelles, a contribué à la création de 376 100 emplois entre les quatrièmes trimestres de 2005 et de 2006 — soit la plus forte augmentation jamais enregistrée sur une période d'un an. Pour l'ensemble de l'économie, 306 100 emplois ont été créés en 2006, soit près de 46 000 de plus qu'en 2005. Le marché du travail est demeuré solide en 2007, avec un gain de 158 000 emplois au cours du premier trimestre. Cette progression, de même que les prévisions des économistes du secteur privé, qui s'attendent à un raffermissement du taux de croissance du PIB réel aux États-Unis pendant toute l'année 2007, laisse présager une croissance vive et soutenue de l'activité économique au Canada.

L'accroissement dynamique et soutenu des investissements des entreprises, surtout en machines et matériel (M&M), est un des points saillants de la performance économique du Canada en 2006. On observe une progression dans la plupart des secteurs, incluant celui de la fabrication. Dans ce secteur, près de 70 milliards de dollars ont été investis en M&M depuis 2003, lorsque le dollar canadien a commencé à s'apprécier. En bref, les entreprises canadiennes ont relevé les défis de cette décennie en augmentant les investissements pour mieux soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux.



Renée St-Jacques
Directrice générale et économiste en chef
Analyse de la politique micro-économique

Vue d'ensemble

Faits saillants

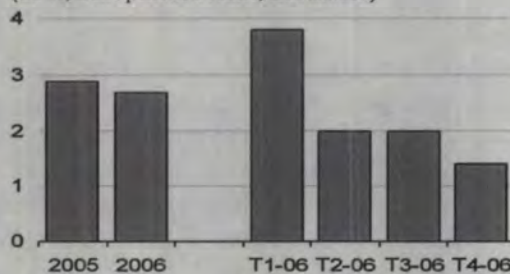
- La croissance du PIB réel (aux prix du marché) a ralenti pour s'établir à 1,4 % au quatrième trimestre de 2006 après avoir enregistré des hausses de 2 % au cours des deux trimestres précédents. Ce ralentissement est principalement imputable au secteur de la fabrication, dont la production a baissé pour un quatrième trimestre d'affilée.
- L'emploi a augmenté de 2,4 % au quatrième trimestre. Entre les quatrième trimestres de 2005 et de 2006, 306 100 emplois ont été créés, la plupart dans les secteurs des ressources naturelles, de la construction et des services. Le taux de croissance de l'emploi est demeuré robuste au premier trimestre de 2007.
- Dans le secteur des entreprises, la productivité du travail s'est accrue de 1,2 % en 2006, pour une augmentation totale de 3,3 % au cours des deux dernières années. La croissance soutenue des investissements des entreprises en M&M, qui ont augmenté de 8 % en 2006, est de bonne augure pour une amélioration de la productivité.

Situation industrielle

Malgré une baisse du taux de croissance du PIB réel, celui-ci s'établissant à 1,4 % au quatrième trimestre de 2006 (graphique 1), l'économie s'est raffermie à la fin de l'année grâce à des gains solides de 0,3 % (taux mensuel) en novembre et de 0,4 % en décembre. Pour l'ensemble de l'année, le PIB réel a crû de 2,7 %, après avoir augmenté de 2,9 % en 2005 et de 3,3 % en 2004, ce qui représente la croissance la plus forte de tous les pays du G7, après les États-Unis.

Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



La modération de la croissance durant le quatrième trimestre résulte d'une baisse de la production dans le secteur de la fabrication et d'une diminution de l'activité dans le secteur du pétrole et gaz et mines et des services (tableau 1). Dans le secteur de la

Tableau 1 : Croissance du PIB réel par secteur
(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)

	2005	2006	T3-2006	T4-2006
Pétrole et gaz et mines	0,2	1,8	6,6	-6,2
Autres industries primaires	3,5	-1,7	-10,2	5,6
Services publics	4,3	-1,6	-1,2	-5,0
Construction	5,7	7,3	3,4	5,2
Fabrication	0,7	-1,2	-3,2	-2,5
Services	3,2	3,6	2,8	2,7

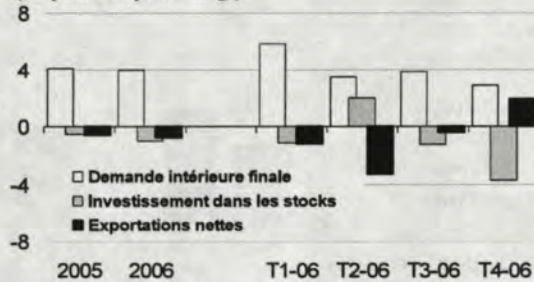
fabrication, l'activité a enregistré sa quatrième baisse consécutive par suite du fléchissement de la demande américaine de matériaux de construction résidentielle et de véhicules automobiles. La production de 15 des 21 industries du secteur a diminué au quatrième trimestre. En revanche, les secteurs de la construction et des services ont soutenu l'économie grâce à leur croissance vigoureuse. L'encadré analytique, page 42, décrit la performance du secteur de la construction au cours de la présente décennie. Le PIB réel des autres industries primaires s'est redressé au quatrième trimestre.

La demande intérieure finale a tiré la croissance du PIB réel au quatrième trimestre et pendant toute l'année 2006 (graphique 2). Par contre, l'investissement dans les stocks a progressé plus lentement en 2006, freinant la

Vue d'ensemble

Graphique 2 : Contribution à la croissance du PIB réel

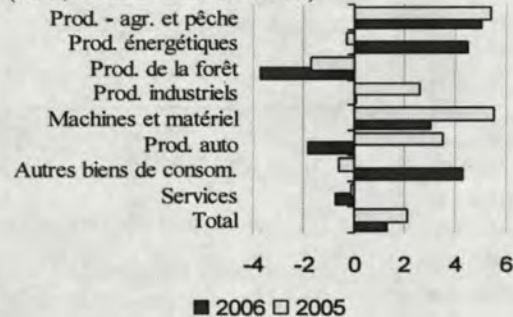
(En points de pourcentage)



progression du PIB réel. Malgré le redressement observé au quatrième trimestre, les exportations nettes ont ralenti la croissance du PIB réel en 2006 pour une cinquième année consécutive. Durant la majeure partie de l'année, la balance commerciale réelle entre le Canada et ses partenaires s'est dégradée, le déficit moyen ayant atteint 20,2 milliards de dollars en 2006. Il s'agit de la première balance commerciale réelle négative depuis 1991 et du plus important déficit jamais enregistré. Le taux de croissance des exportations réelles a ralenti pour une deuxième année de suite, en partie à cause du déclin des exportations de produits des industries de la foresterie et de l'automobile (graphique 3).

Graphique 3 : Croissance des exportations réelles

(En %, en dollars enchaînés de 1997)

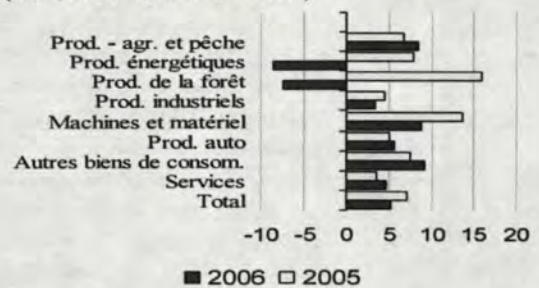


Stimulées par les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, tous deux robustes et fortement axés sur l'importation, les importations réelles de biens et de services ont continué de progresser de

façon énergique en 2006 (graphique 4). Les importations de M&M comptent parmi les catégories qui ont progressé le plus rapidement en 2006. Environ la moitié du changement au niveau de la balance commerciale réelle est imputable à cet essor.

Graphique 4 : Croissance des importations réelles

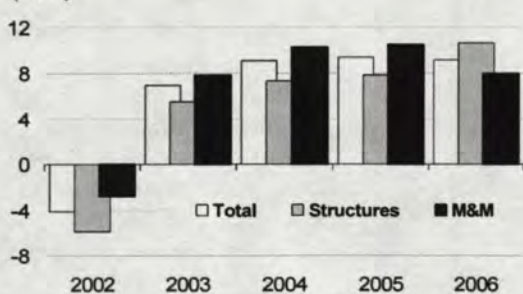
(En %, en dollars enchaînés de 1997)



Après les dépenses de consommation, les investissements des entreprises ont aussi contribué fortement à la croissance de la demande intérieure finale en 2006, progressant de 9,2 %, un taux d'augmentation semblable aux deux années précédentes (graphique 5). Les dépenses d'investissement en structures ont aidé à renforcer les effets positifs des investissements des entreprises sur la croissance. Ces dépenses ont été stimulées par la hausse des investissements dans les travaux de génie, particulièrement dans l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta. Les investissements en M&M ont progressé de

Graphique 5 : Croissance des investissements réels des entreprises

(En %)



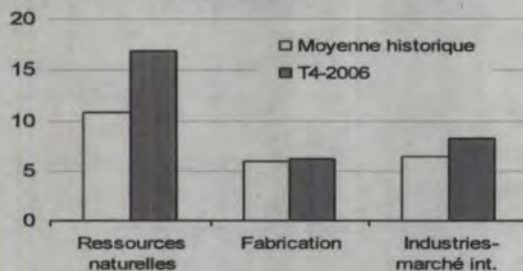
Vue d'ensemble

8 %, après une hausse totale de 22 % en 2004 et 2005. L'encadré analytique de la page 11 présente un examen détaillé de l'évolution récente des dépenses d'investissement des entreprises selon le type d'actif et le secteur.

La vigueur des investissements des entreprises observée ces dernières années témoigne de la hausse des bénéfices des entreprises, qui est attribuable en partie à la forte augmentation de la demande mondiale et des prix mondiaux, qui atteignent des niveaux historiquement très élevés pour de nombreux produits de base, notamment les produits du secteur de l'énergie et les métaux communs. En pourcentage des recettes, les bénéfices avant impôts de toutes les industries ont augmenté à 8,4 % au quatrième trimestre et s'établir en moyenne à 8,2 % en 2006, un sommet sans précédent.

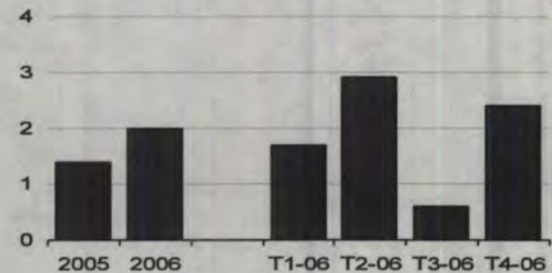
Les bénéfices du secteur des ressources naturelles et des secteurs axés sur le marché intérieur demeurent substantiels (graphique 6). La marge bénéficiaire du secteur de la fabrication a augmenté pour s'établir à 6,2 % au quatrième trimestre, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne historique.

Graphique 6 : Marges bénéficiaires par secteur
(En % des recettes d'exploitation)



La vigueur de l'économie canadienne au quatrième trimestre a contribué à améliorer la situation du marché du travail, faisant progresser l'emploi de 2,4 % (graphique 7). Entre les quatrièmes trimestres de 2005 et de 2006, 306 100 emplois ont été créés, principalement en Alberta, en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec.

Graphique 7 : Croissance de l'emploi
(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Au quatrième trimestre, l'emploi s'est redressé dans les secteurs de la construction, de la fabrication et des ressources naturelles, plus précisément dans les industries de l'extraction minière et des activités de soutien (tableau 2). Dans le secteur de la fabrication, l'emploi a augmenté après avoir décliné au cours de huit des neuf trimestres précédents. Pour l'ensemble de 2006, l'emploi dans la fabrication a régressé de façon plus marquée qu'en 2005, la plupart des pertes d'emplois étant observées dans les industries étant parmi les plus ouvertes aux échanges internationaux.

Tableau 2 : Croissance de l'emploi par secteur
(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)

	2005	2006	T3-2006	T4-2006
Res. naturelles ¹	5,9	4,2	-0,4	3,9
Services publics	-6,0	-2,6	15,3	5,3
Construction	7,0	4,9	2,2	7,2
Fabrication	-3,7	-4,1	-7,5	1,8
Services	1,8	2,7	1,8	1,9

1. Ressources naturelles : agriculture, forêt, pêche, chasse, extraction minière, pétrolière et gazière.

Évolution de la productivité

Mesurée en proportion du PIB réel par heure travaillée, la productivité du travail dans le secteur des entreprises a augmenté de 1 % au

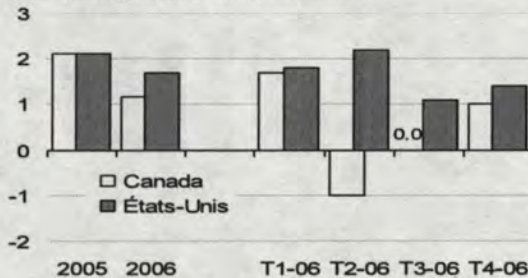
Vue d'ensemble

quatrième trimestre, après avoir légèrement fléchi, dans l'ensemble, durant les deux trimestres précédents (graphique 8).

La productivité du travail s'est accru de 1,2 % en 2006, pour une augmentation totale atteignant 3,3 % au cours des deux dernières années, ce qui est une nette amélioration par rapport à la croissance pratiquement nulle enregistrée en 2003 et en 2004. La hausse d'environ 10 % en 2005 et en 2006 de l'intensité du capital en M&M, mesurée selon le stock net de capital par heure travaillée, augure bien pour l'amélioration de la productivité du travail.

Graphique 8 : Croissance de la productivité du travail dans le secteur des entreprises

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Au quatrième trimestre, la productivité du travail a progressé dans tous les secteurs sauf celui des services (tableau 3). Pour l'ensemble de l'année 2006, elle a toutefois évolué plus lentement dans toutes les industries, à l'exception de celle de la construction, où elle a

Tableau 3 : Croissance de la productivité du travail par secteur

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)

	2005	2006	T3-2006	T4-2006
Agriculture, forêt pêche et chasse	3,8	0,2	-8,9	16,0
Construction	-0,7	3,4	-0,7	1,7
Fabrication	3,6	0,2	-3,0	2,7
Services	2,6	2,1	1,4	0,0

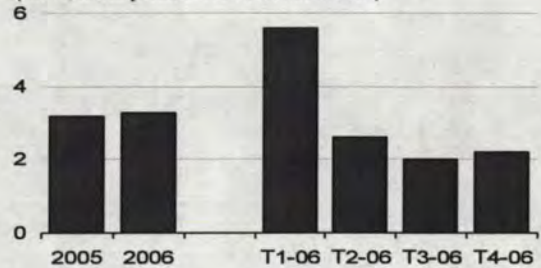
augmenté après n'avoir pratiquement enregistré aucune croissance durant les quatre années précédentes.

Évolution de la conjoncture étrangère

La croissance de l'économie américaine est restée modérée au quatrième trimestre de 2006 pour un troisième trimestre d'affilée (graphique 9). Le PIB réel s'est accru de 2,2 %. La faible croissance du PIB réel résulte principalement de la contraction des dépenses de consommation et des investissements dans le secteur résidentiel, qui ont diminué à un taux annuel moyen de 16,4 % au cours des trois derniers trimestres de 2006.

Graphique 9 : Croissance du PIB réel des États-Unis

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Sur le plan du PIB réel, les autres partenaires commerciaux clés du Canada ont connu une croissance plus rapide au quatrième trimestre de 2006 (tableau 4).

Tableau 4 : Croissance du PIB réel dans d'autres pays du G-7

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)

	2005	2006	T3-2006	T4-2006
R.-U.	2,0	2,7	3,0	3,3
Japon	1,9	2,2	1,7	2,0
Allemagne	0,9	2,7	2,8	3,2
France	1,2	2,6	0,0	2,7
Italie	0,1	2,0	1,7	1,9

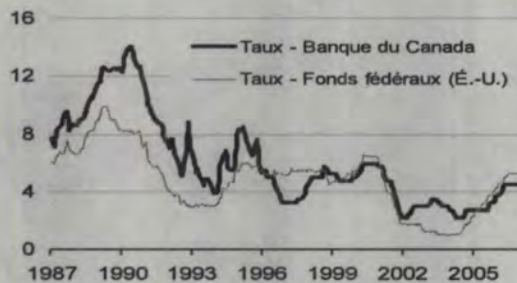
Source: Consensus Economics.

Vue d'ensemble

Évolution des marchés financiers

Le 6 mars 2007, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur — le taux cible du financement à un jour — à 4,25 % (graphique 10). Le taux directeur est aujourd'hui supérieur de 225 points de base au creux de 2 % enregistré en 2004. Le 21 mars 2007, la Réserve fédérale américaine a décidé de laisser inchangé son taux cible des fonds fédéraux, celui-ci se situant à 5,25 %. Depuis que la Réserve a commencé à hausser son taux en 2004, le taux des fonds a augmenté de 400 points de base.

Graphique 10 : Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis
(En %)



Après s'être stabilisé autour de 88 cents US de mai à novembre 2006, le dollar canadien s'est légèrement déprécié. En février, il s'établissait à 85,4 cents US (graphique 11). Cette dépréciation peut s'expliquer, en partie, par la baisse des prix mondiaux des produits de base, surtout le pétrole.

Graphique 11 : Taux de change Canada-É.-U. et Indice des prix des produits de base de la Banque du Canada
(1982-1990=100) (En cents US)

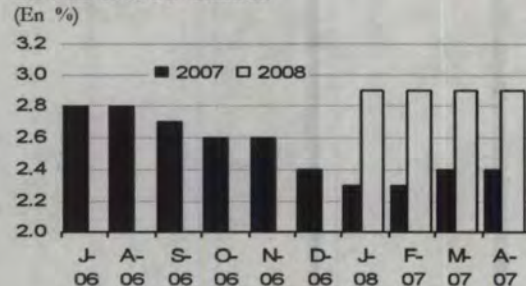


Perspectives économiques

Canada

La société Consensus Economics a révisé à la baisse au cours de la dernière année ses prévisions de la croissance du PIB réel du Canada pour 2007 (graphique 12). Elle prévoit maintenant que le PIB réel progressera de 2,4% en 2007 et que sa croissance sera plus vigoureuse en 2008, atteignant un taux de 2,9 %. En 2007 et 2008, le Canada devrait continuer d'afficher la meilleure performance de tous les pays du G-7, après les États-Unis.

Graphique 12 : Perspectives de croissance du PIB réel du Canada
(En %)



Source: Consensus Economics.

Dans le budget fédéral de mars 2007, les prévisions relatives au taux de croissance du PIB réel pour 2007 ont été révisées à la baisse, passant de 2,7 %, selon la *Mise à jour économique et financière* publiée en novembre 2006, à 2,3 %. En 2008, ce taux devrait grimper à 2,9 %.

Dans ses *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2007, le Fonds monétaire international (FMI) se montre aussi moins optimiste quant aux perspectives pour le Canada. Le FMI prévoit que le PIB réel du Canada augmentera de 2,4 % en 2007, comparativement à 2,9 % dans ses *Perspectives de l'économie mondiale* de septembre 2006, mais qu'il devrait croître de 2,9 % en 2008.

Provinces canadiennes

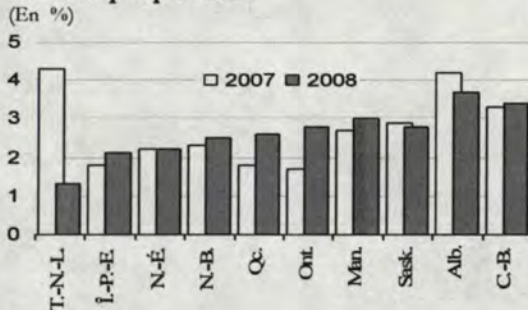
Comme en 2006, les économistes du secteur privé s'attendent à ce que les provinces riches en ressources naturelles soient le moteur de la croissance économique canadienne en 2007

Vue d'ensemble

(graphique 13). Ils prévoient que les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Alberta afficheront les meilleures performances : leur PIB réel progressera de 4,3 % et de 4,2 %, respectivement. L'économie de la Colombie-Britannique continuera de progresser plus rapidement que la moyenne nationale, avec une hausse prévue de 3,3 % de son PIB réel.

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador profitera de la reprise de la production au champ pétrolifère Terra Nova après un temps d'arrêt en 2006. Les économies de l'Alberta et de la Colombie-Britannique seront stimulées par la forte demande mondiale et les prix élevés des produits de base et elles tireront également parti de l'ampleur des projets d'immobilisations liés aux sables bitumineux et aux Jeux olympiques d'hiver de 2010. Dans les autres provinces, la croissance devrait rester inférieure à la moyenne nationale, surtout en Ontario et au Québec, où sont concentrées les industries de la fabrication.

Graphique 13 : Perspectives de croissance du PIB réel par province¹



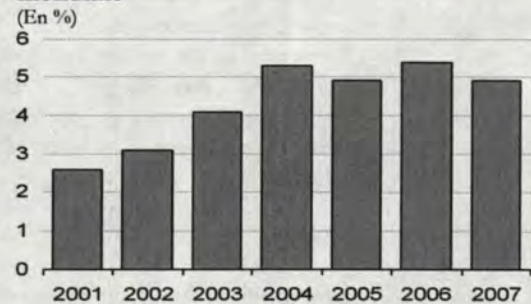
1. Moyenne établie d'après les données d'une enquête auprès de prévisionnistes du secteur privé.

En 2008, la croissance du PIB réel devrait se raffermir considérablement au Québec et en Ontario et rester relativement inchangée dans les autres provinces, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador, où elle devrait tomber à moins de 2 % à cause surtout de la baisse prévue de la production pétrolière.

Le monde

Selon les prévisions du FMI publiées en avril 2007, la croissance du PIB mondial restera forte cette année (graphique 14). L'économie mondiale devrait progresser de 4,9 %, soit à la même cadence que celle prévue dans les *Perspectives de l'économie mondiale* de septembre 2006. Il s'agit toutefois d'une baisse par rapport à la hausse de 5,4 % enregistrée en 2006. La Chine et l'Inde ont été les chefs de file de la croissance économique mondiale en 2006, avec des gains de 10,7 % et 9,2 %, respectivement.

Graphique 14 : Perspectives de croissance mondiale



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2007.

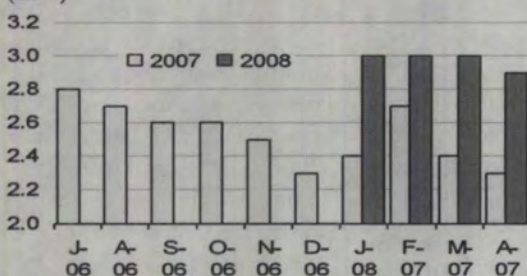
États-Unis

En avril 2007, pour un deuxième mois consécutif, la société Consensus Economics a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB réel aux États-Unis. Elle prévoit maintenant que le PIB réel américain progressera de 2,3 % en 2007, soit 0,4 point de pourcentage de moins que la prévision de février 2007 (graphique 15). La société signale que la révision à la baisse des données du quatrième trimestre de 2006 ainsi que le recul des investissements des entreprises et de la production industrielle au cours des derniers mois ont assombri les perspectives pour 2007, qui sont un peu moins optimistes que les prévisions publiées par le FMI en avril 2007 (2,5 %).

Vue d'ensemble

Graphique 15 : Perspectives de croissance du PIB réel des États-Unis

(En %)



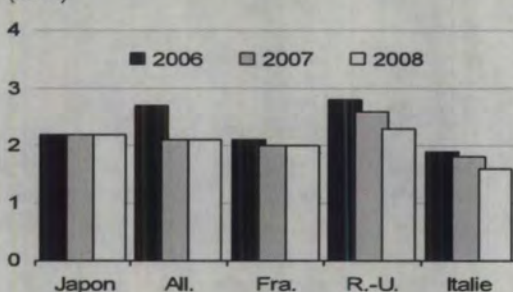
Source : Consensus Economics.

Autres pays du G-7

Selon la société Consensus Economics, le taux de croissance du PIB réel demeurera généralement stable en 2007 dans la plupart des autres pays du G-7 (graphique 16). D'après les perspectives de croissance pour 2008, aucun changement n'est prévu pour le Japon, l'Allemagne et la France, et la croissance ralentira légèrement au Royaume-Uni et en Italie.

Graphique 16 : Perspectives de croissance du PIB réel des autres pays du G-7

(En %)



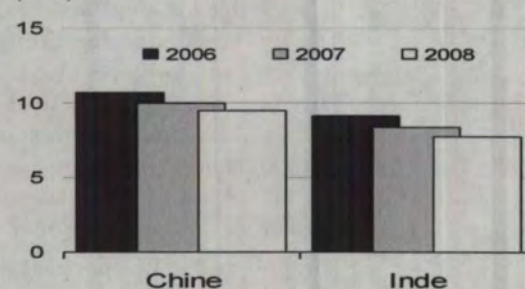
Source : Consensus Economics.

Économies émergentes

Les économies émergentes, en particulier la Chine et l'Inde, resteront les moteurs de la croissance économique mondiale en 2007. En avril 2007, le FMI n'a pas modifié ses prévisions relatives à la croissance du PIB réel pour la Chine, soit 10 % en 2007 et 9,6 % en 2008. En revanche, il a révisé à la hausse ses prévisions de la croissance en Inde, qui devrait maintenant atteindre 8,5 % en 2007 (1,1 point de pourcentage de plus) et 7,8 % en 2008 (0,7 point de pourcentage de plus) (graphique 17).

Graphique 17 : Perspectives de croissance du PIB dans les économies émergentes

(En %)



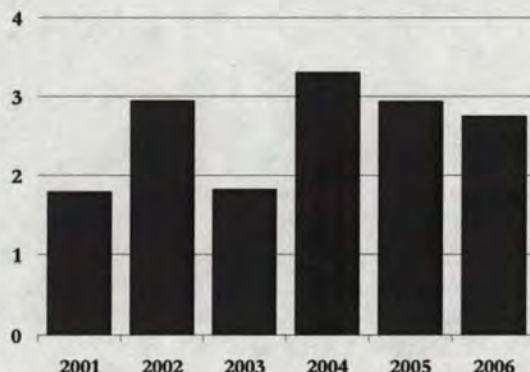
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2007.

Encadré analytique

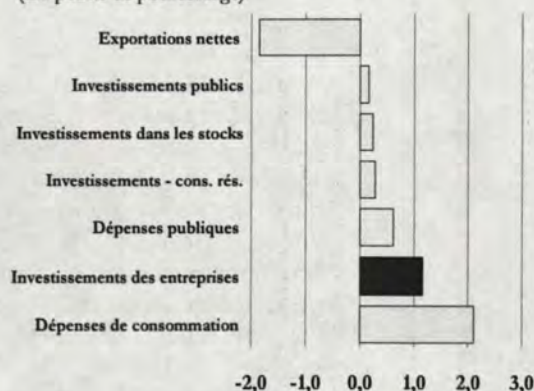
Évolution récente des investissements dans le secteur des entreprises

Au cours de cette décennie, les entreprises canadiennes ont été confrontées à de nouveaux défis en raison de l'appréciation du dollar canadien, de la hausse du prix du pétrole, qui a atteint des sommets sans précédent, et de l'intensification de la concurrence des pays émergents, en particulier la Chine et l'Inde. En s'adaptant à ces changements, le Canada a affiché en 2006, pour une troisième année consécutive, une croissance économique vigoureuse, son PIB réel ayant augmenté de 2,7 % (graphique 1). Épaulées par une forte demande et une situation financière saine, les entreprises ont fortement contribué à la croissance économique durant cette période en augmentant leurs dépenses d'investissement (graphique 2). Cet encadré analytique présente un examen plus détaillé de l'évolution récente des investissements dans le secteur des entreprises selon le type d'actif et le secteur industriel, en particulier celui de la fabrication.

Graphique 1 : Croissance du PIB réel
(En %)



Graphique 2 : Contribution moyenne à la croissance du PIB réel, 2004 à 2006
(En points de pourcentage)



Voici ce qui ressort de l'analyse :

- Les investissements des entreprises ont augmenté de 9,2 %, en moyenne, au cours des trois dernières années. Ils ont surtout été concentrés en M&M, notamment dans les biens d'équipement qui permettent d'accroître la productivité. En conséquence, il y a eu une augmentation cumulative de l'intensité du capital en M&M dans le secteur des entreprises¹ — un déterminant de la productivité — de 10,3 % en 2005 et en 2006.
- La croissance des investissements en M&M s'est accélérée dans les secteurs des ressources naturelles, de la fabrication et ceux axés sur la demande intérieure.
- La croissance vigoureuse des investissements en M&M est observée dans la plupart des industries, surtout celles dont le degré d'ouverture aux échanges internationaux est peu élevé.
- Selon une enquête récente de Statistique Canada, les entreprises de tous les secteurs industriels, sauf l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse, investiront davantage en M&M en 2007.

Investissement des entreprises selon le type d'actif

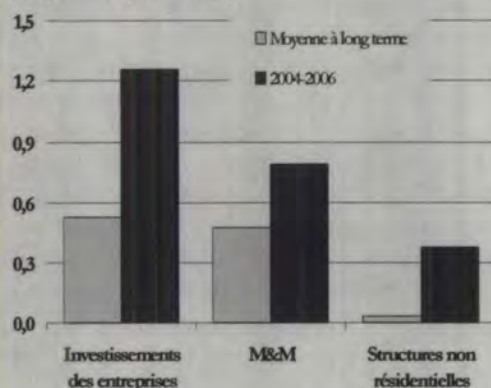
L'investissement des entreprises comporte deux volets : les structures non résidentielles et les M&M. Les structures comprennent les bâtiments tels que les usines, les gratte-ciel, les centres commerciaux et les ouvrages de génie, tels que les puits de pétrole et de gaz. Le volet M&M englobe essentiellement les machines agricoles et industrielles, les ordinateurs et le matériel de

1. L'intensité du capital correspond au stock net de capital divisé par les heures travaillées.

Encadré analytique

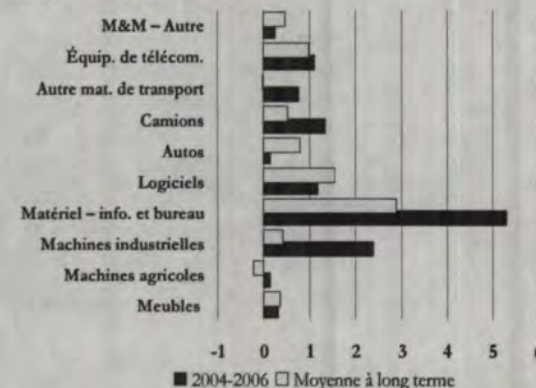
Graphique 3 : Contribution annuelle moyenne à la croissance du PIB réel²

(En points de pourcentage)



Graphique 4 : Contribution annuelle moyenne à la croissance des investissements réels en M&M, par composante

(En points de pourcentage)



bureau, les logiciels et le matériel de télécommunication et de transport. Le graphique 3 révèle que les M&M ont été la principale source de croissance ces trois dernières années, comptant pour une part importante de l'augmentation des investissements des entreprises. Les investissements en M&M ont grimpé de 10 % par an en moyenne au cours de cette période. À l'exception de la forte hausse des investissements dans la technologie de pointe à la fin des années 1990, il s'agit de la période de trois ans affichant la plus forte croissance depuis la fin des années 1980, alors que l'économie mondiale était très dynamique et que les prix des M&M importées des États-Unis étaient moins élevés. Les machines industrielles et les ordinateurs, le matériel de bureau sont les biens d'équipement qui ont donné le plus d'élan aux dépenses d'investissement en M&M (graphique 4). Depuis 2003, la hausse de ces dépenses a contribué à accroître l'intensité du capital — un déterminant de la productivité — de près de 20 % dans l'ensemble du secteur des entreprises.

Investissements en M&M par secteur

L'augmentation des investissements en M&M s'étend à tous les secteurs industriels (graphique 5)³. Dans le secteur des ressources naturelles, la hausse de la demande mondiale et des prix de nombreux produits de base, en particulier le pétrole et les métaux communs, a contribué à l'essor des investissements en M&M. Dans ce secteur, les investissements en M&M ont augmenté de 5 % par an ces trois dernières années pour atteindre 10,3 milliards de dollars en 2006, soit le deuxième plus haut niveau jamais atteint. Toute la croissance a été observée dans l'industrie minière et les activités de soutien aux industries de l'extraction minière et pétrolière. En revanche, dans l'industrie de l'extraction pétrolière et gazière, les dépenses d'investissement en M&M ont fléchi de 2,5 % en moyenne de 2004 à 2006. Une grande partie des investissements dans cette industrie, dont relève la mise en œuvre de projets comme l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta et du champ pétrolifère Terra Nova à Terre-Neuve-et-Labrador, sont des investissements en travaux de génie, non en M&M.

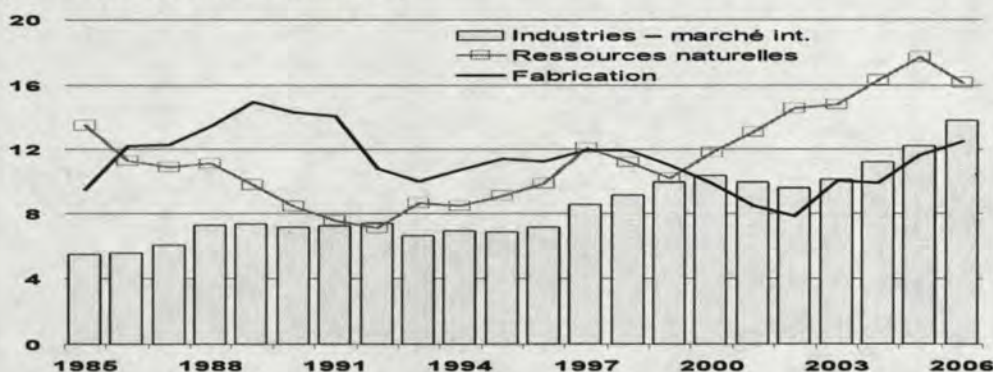
2. La moyenne à long terme est calculée de 1981 à 2000, ce qui équivaut à peu près aux sommets du cycle d'affaire. Les chiffres utilisés sont en dollars constants de 1997.

3. Le secteur des ressources naturelles comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche, la chasse, et les industries de l'extraction pétrolière, gazière et minière. Le secteur axé sur la demande intérieure inclut les services publics, la construction et toutes les industries du secteur des services, sauf les services d'enseignement, les soins de santé, l'aide sociale et les administrations publiques.

Encadré analytique

Graphique 5 : Taux d'investissement en M&M, par secteur

(En % du PIB réel, en dollars constants de 1997)



Dans le secteur axé sur la demande intérieure, la croissance des investissements en M&M a également été très vive au cours des trois dernières années. Les investissements en M&M ont grimpé en moyenne de 15,2 % par an. La plupart des industries du secteur ont enregistré un taux moyen d'augmentation supérieur à 10 %, la croissance dépassant de beaucoup la moyenne du secteur dans les services publics, les services des technologies de l'information et des communications, ainsi que l'industrie des arts, des spectacles et des loisirs.

La décision qu'ont prise les fabricants d'acheter des M&M à un rythme plus accéléré que dans le passé a été le point saillant du redressement des investissements dans le secteur des entreprises au cours des trois dernières années. Les investissements en M&M dans le secteur de la fabrication ont augmenté à un taux annuel moyen de 8,3 % durant la période 2004-2006. En conséquence, le stock net de capital s'est accru de 2,7 % par an, soit environ deux fois plus vite que la moyenne à long terme. Cette relance des investissements des fabricants en M&M, conjuguée aux ajustements relatifs aux heures travaillées, s'est traduite par un renforcement de l'intensité du capital en M&M. Le ratio du stock de capital en M&M par heure travaillée a enregistré une hausse totale de 11 % en 2005 et en 2006, compensant presque la baisse enregistrée entre 1998 et 2003.

Investissements du secteur de la fabrication en M&M

L'essor des investissements en M&M observé dans le secteur de la fabrication s'est étendu à de nombreuses industries dont le degré d'ouverture aux échanges internationaux est élevé ou faible (graphique 6)⁴.

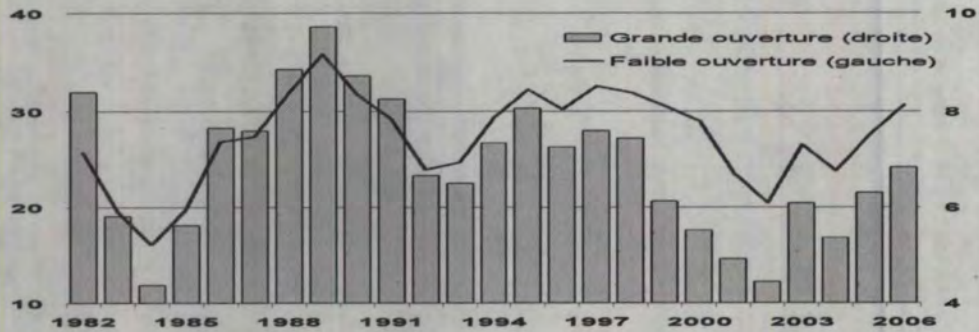
- Pour les industries dont le degré d'ouverture est faible, le taux de croissance des investissements en M&M s'est établi en moyenne à 15 % pour les trois dernières années, atteignant son plus haut niveau en pourcentage du PIB réel depuis 1998. Les industries des produits du pétrole et du charbon et de la première transformation des métaux ont été le principal moteur de la croissance des investissements. Le taux moyen de la croissance a oscillé entre 2,5 % et 11,5 % dans les autres industries.
- Pour les industries dont le degré d'ouverture est élevé, le taux moyen de croissance des investissements en M&M (5,2 %) a été moins élevé durant la même période. Dans ce groupe, les industries qui ont affiché la plus forte croissance sont celles des produits du bois, des produits informatiques et électroniques, des machines et de la fabrication de produits métalliques. Par contre, les industries des textiles, du vêtement et du papier ont moins investi dans les M&M ces trois dernières années.

4. Le concept d'ouverture aux échanges internationaux est expliqué à la page 15.

Encadré analytique

Graphique 6 : Taux d'investissement en M&M selon le degré d'ouverture aux échanges internationaux des industries de la fabrication

(En %, en dollars constants de 1997)



Perspectives pour 2007

Selon une enquête récente de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les entreprises canadiennes de la plupart des secteurs industriels devraient accroître leurs investissements en M&M en 2007 (graphiques 7 et 8). Voici les points saillants de l'enquête :

- Le secteur des ressources naturelles devrait arriver en tête, avec un taux de croissance de 8,5 %, soit environ le double de la moyenne établie pour le secteur des entreprises.
- Les investissements devraient à nouveau augmenter dans le secteur de la fabrication, et la croissance prévue devrait être supérieure à la moyenne nationale au Québec et en Ontario. On s'attend à ce que la plupart des industries du secteur investissent davantage.

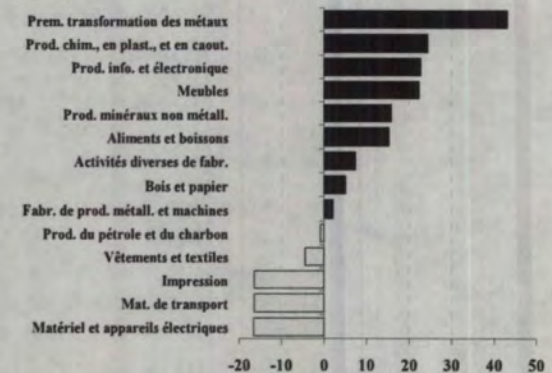
Graphique 7 : Projets d'investissement en M&M, par secteur

(En %)



Graphique 8 : Projets d'investissement en M&M, par industrie de la fabrication

(En %)



● Encadré analytique

Calcul de l'ouverture nette aux échanges internationaux

L'appréciation du dollar canadien touche de façon différente les industries selon leur degré d'ouverture nette aux échanges internationaux. En nous basant sur une étude de la Banque du Canada, nous avons établi la définition suivante pour « ouverture nette aux échanges » : la part des exportations dans la production moins la production importée en pourcentage de la production plus les importations concurrentielles en pourcentage du marché intérieur. Nous avons calculé les ratios de l'ouverture nette aux échanges de tous les fabricants à l'aide des tableaux d'intrants et d'extrants pour l'année 2000. Les fabricants dont le ratio d'ouverture nette aux échanges est supérieur à 0,6 (la moyenne de l'ensemble du secteur de la fabrication) sont classés dans la catégorie des fabricants ayant un degré élevé d'ouverture nette aux échanges. Les fabricants dont le ratio est inférieur à 0,6 sont classés dans la catégorie des fabricants ayant un faible degré d'ouverture nette aux échanges.

Industries de la fabrication ayant un degré élevé d'ouverture nette aux échanges internationaux : vêtements, usines de textiles et usines de produits textiles, produits en cuir et produits analogues, produits en bois, papier, produits en plastique et en caoutchouc, produits chimiques, fabrication de produits métalliques, machines, produits informatiques et électroniques, matériel, appareils et composants électriques, matériel de transport, meubles et produits connexes et activités diverses de fabrication. Industries ayant un faible degré d'ouverture nette aux échanges internationaux : aliments, boissons et produits du tabac, impression et activités connexes de soutien, produits du pétrole et du charbon, produits minéraux non métalliques et première transformation des métaux.

Fabrication

Importance économique

- Le secteur représente 16 % du PIB, et environ la moitié de sa production est exportée.
- Les principales industries sont le matériel de transport (16 % du PIB du secteur), les aliments (10 %), les produits chimiques (10 %) et la fabrication de produits métalliques (8 %).
- 13 % de tous les emplois se trouvent dans le secteur de la fabrication.

Principaux moteurs de la croissance

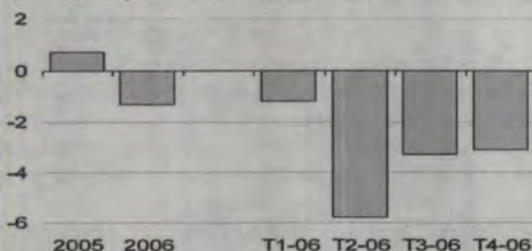
- La demande étrangère et intérieure
- Le taux de change Canada-États-Unis, les coûts de la main-d'œuvre canadienne par rapport à ceux des concurrents étrangers

Principaux enjeux du secteur

- La détérioration de la compétitivité causée par la hausse du dollar canadien
- La plus forte concurrence de la Chine et de l'Inde sur le marché intérieur et les marchés d'exportation
- Le ralentissement de la croissance aux États-Unis

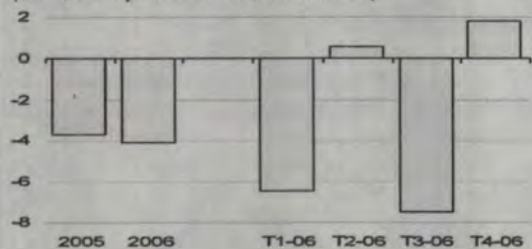
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



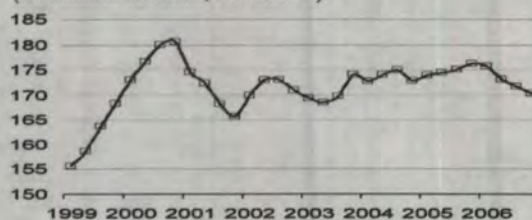
Graphique 3 : Croissance de l'emploi

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



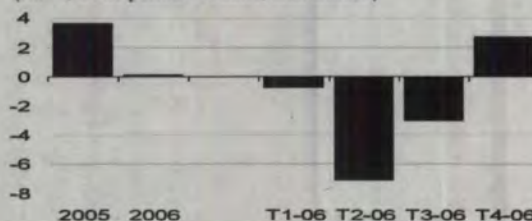
Graphique 2 : PIB réel au cours de la présente décennie

(En milliards de dollars, taux annuels)



Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Résumé

Le PIB réel du secteur de la fabrication a continué de diminuer durant le quatrième trimestre, la production accusant une baisse totale de 3,4 % entre les quatrième trimestres de 2005 et de 2006. Le repli survenu durant l'année écoulée, imputable en partie à l'affaiblissement de la demande américaine, s'est étendu à de nombreuses industries du secteur. En 2006, l'emploi a reculé pour une deuxième année d'affilée, enregistrant une baisse de 4,1 %. Malgré une solide reprise au quatrième trimestre, le taux de croissance de la productivité du travail a fortement ralenti pendant l'ensemble de l'année. Les investissements en M&M faits par les industries de la fabrication ont grimpé de 26 % en 2005 et en 2006. Les dépenses d'investissement en M&M, en pourcentage du PIB réel, atteignent maintenant leur niveau le plus élevé depuis 1991, et une enquête de Statistique Canada prévoit une hausse de ces dépenses en 2007. Dans l'ensemble, la situation financière des fabricants est restée relativement stable au quatrième trimestre, leur marge bénéficiaire étant légèrement supérieure à la moyenne historique.

Production

Le PIB réel du secteur de la fabrication a diminué de 3,1 % au quatrième trimestre de 2006. Il s'agit du quatrième recul consécutif. La baisse de la production durant l'année écoulée s'explique par l'affaiblissement de la demande américaine de matériaux de construction et de matériel de transport, la force du dollar canadien et l'intensification de la concurrence

des importations en provenance des pays émergents, particulièrement la Chine.

Des 21 industries de la fabrication, 15 ont vu leur PIB réel diminuer au quatrième trimestre. Les baisses les plus prononcées ont été observées dans les industries suivantes : les produits en cuir et les produits analogues

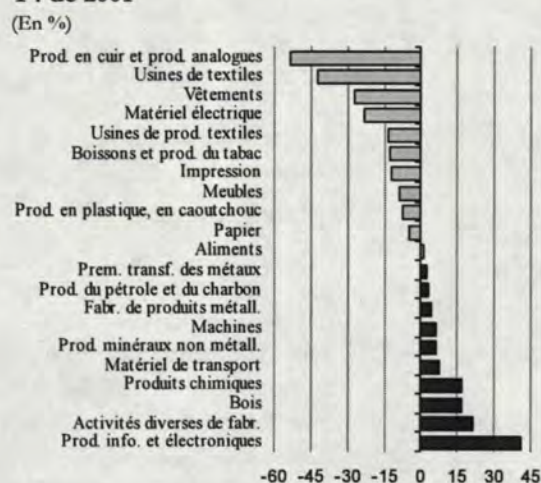
Fabrication

(-34,7 %), le vêtement (-23,1 %), la première fabrication des métaux (-14,4 %) et les produits du bois (-11,8 %). Le PIB réel de l'industrie du matériel de transport — la plus importante industrie axée sur les exportations — a diminué de 2,5 %, ce qui représente le troisième recul au cours des quatre derniers trimestres. Ce fléchissement a touché toutes les sous-industries du matériel de transport, sauf celle de l'automobile, qui a contré la tendance générale : sa production s'est redressée de 13,4 % après avoir baissé en moyenne de 12,9 % (taux annuel) au cours des trois trimestres précédents.

La diminution de la production dans ces 15 industries a été en partie compensée par l'intensification de l'activité dans les industries de haute technologie. Le PIB réel de l'industrie des produits informatiques et électroniques a augmenté de 11,9 % au quatrième trimestre et de 2,7 % pour l'ensemble de l'année 2006, soit la quatrième hausse annuelle consécutive. Par contre, dans l'industrie du matériel et des appareils électriques, malgré le redressement de 6,9 % au quatrième trimestre, la production a fléchi de 2,2 % en 2006, accusant un recul pour une sixième année d'affilée.

Le PIB réel du secteur de la fabrication a à peine progressé depuis l'amorce de la reprise de l'économie américaine à la fin de 2001. Le PIB a enregistré un gain total de 3 % seulement en cinq ans.

Graphique 5 : Évolution du PIB réel du secteur de la fabrication, par industrie, depuis le T4 de 2001



Depuis 2001, 10 des 21 industries ont contribué à la faiblesse de la croissance du PIB réel du secteur (graphique 5). Des diminutions ont été enregistrées dans les industries suivantes : produits en cuir et produits analogues, usines de textiles et usines de produits textiles, vêtement, matériel électrique et meubles. Il s'agit des industries les plus exposées à la concurrence croissante des importations provenant des pays émergents, comme la Chine et l'Inde.

En revanche, dans les 11 autres industries, la production a augmenté depuis 2001. L'industrie des produits informatiques et électroniques s'est la plus démarquée à ce chapitre, avec une hausse de 41 % du PIB réel.

Graphique 6 : Dépenses d'investissement réelles
(En milliards de dollars constants de 1997)

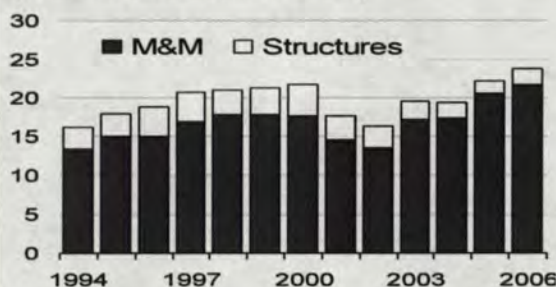


Tableau 1 : Investissements réels en M&M, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	2002	2003	2004	2005	2006
T.-N.-L.	108	111	134	120	145
Î.-P.-E.	23	43	52	53	77
N.-É.	335	380	330	424	482
Q.C.	3 261	4 270	4 235	4 480	4 653
ON.	7 122	8 736	8 615	9 922	10 565
MAN.	356	363	361	409	452
SAS.	185	414	191	213	340
ALB.	1 076	1 443	1 739	2 767	3 075
C.-B.	819	1 043	1 244	1 541	1 549

1. Les données pour le Nouveau-Brunswick ne sont pas disponibles.

Fabrication

Dans les industries des produits du bois, du matériel de transport et de la fabrication de produits métalliques, le PIB réel a également progressé sensiblement en tirant parti surtout de la forte demande nord-américaine de matériaux de construction et de véhicules automobiles.

Marché du travail

Au quatrième trimestre, l'emploi a progressé de 1,8 % (9 400) dans le secteur de la fabrication. Il s'agit seulement du quatrième gain trimestriel au cours des trois dernières années. Pour l'ensemble de 2006, l'emploi a diminué de 4,1 %.

La croissance de l'emploi au quatrième trimestre a été observée dans 12 industries, les gains les plus importants ayant été réalisés par les industries des aliments (18 500), de la fabrication de produits métalliques (8 200), des usines de textiles et des usines de produits textiles (7 600) et des machines (6 900). Des pertes d'emplois ont été constatées dans les industries du papier (-10 300), des produits minéraux non métalliques (-8 900), des produits du bois (-8 100), des produits en plastique et en caoutchouc (-8 100), et du matériel de transport (-5 500). Dans cette dernière industrie, l'emploi a baissé de 13,3 % (-45 300) par rapport au sommet qu'il avait atteint il y a quatre ans et se trouve maintenant à son niveau le plus bas depuis le troisième trimestre de 2002.

Productivité du travail

La productivité du travail dans le secteur de la fabrication a augmenté de 2,7 % au quatrième trimestre (graphique 4). Cette hausse fait suite à trois baisses consécutives.

En 2006, la productivité du travail n'a augmenté que de 0,2 %. Il s'agit d'un ralentissement marqué par rapport à la croissance de 3,6 % enregistrée en 2005, qui était de loin la meilleure performance des cinq dernières années.

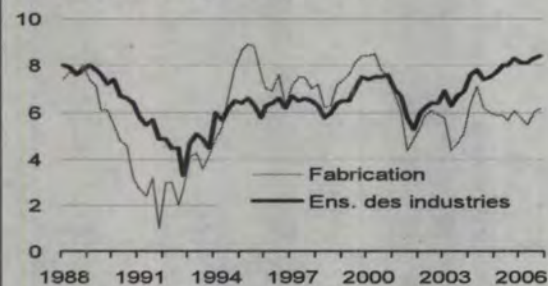
Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement dans le secteur de la fabrication ont poursuivi leur croissance vigoureuse en 2006, pour augmenter de 7,7 %. Cette hausse est toutefois presque deux fois moins importante que celle qui a été observée en 2005 (graphique 6).

L'accroissement des investissements dans ce secteur a surtout été évident dans le segment des M&M, où les dépenses se sont accrues de 6,3 % en 2006 après avoir progressé de 14,9 %, en moyenne, durant les trois années précédentes. En pourcentage du PIB réel, ces dépenses s'établissent maintenant à leur plus haut niveau depuis 1991. Au cours des quatre dernières années, de nombreuses industries du secteur ont investi une somme totale de 77 milliards de dollars dans des M&M. Selon

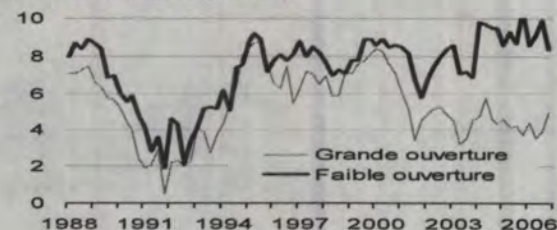
Graphique 7 : Marges bénéficiaires

(En % des recettes d'exploitation)



Graphique 8 : Marges bénéficiaires des industries qui ont une grande ou une faible ouverture aux échanges internationaux

(En % des recettes d'exploitation)



Fabrication

une enquête récente menée par Statistique Canada, les fabricants devraient continuer d'accroître leurs dépenses d'investissement en 2007.

Les investissements en M&M ont fortement augmenté dans la plupart des provinces, surtout en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario (tableau 1). En Alberta, les dépenses d'investissement en M&M se chiffrent au total à 9 milliards de dollars au cours des quatre dernières années. Du total, quelques 6,4 milliards ont été investis dans l'industrie des produits du pétrole et du charbon, entre autres pour la mise en valeur des sables bitumineux.

Situation financière

La situation financière des fabricants est restée relativement saine au quatrième trimestre. La marge bénéficiaire a augmenté pour s'établir à 6,2 %, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne historique de 6 % (graphique 7).

Durant cette décennie, les développements économiques a eu des effets variables sur les bénéfices des fabricants, selon leur degré d'ouverture aux échanges internationaux (graphique 8). Dans le groupe des fabricants qui sont peu ouverts aux échanges internationaux, la marge bénéficiaire a augmenté ces quatre dernières années, surtout grâce à la forte demande intérieure. En 2006, la marge bénéficiaire était de 9 %, dépassant la moyenne historique de 7,4 %. Par contre, dans le groupe des fabricants très ouverts aux échanges internationaux, la marge bénéficiaire s'est établie autour de 4 % pendant la même période, comparativement à la moyenne historique de 5,3 %. En 2006, elle est restée stable à 4,2 %.

Énergie et extraction minière

Importance économique

- Le secteur représente 4 % du PIB, et environ 88 % de sa production est exportée.
- Les principales industries sont l'énergie (62 % du PIB du secteur) et l'extraction minière (25 %).
- 1,5 % de tous les emplois appartiennent au secteur de l'énergie et de l'extraction minière.

Principaux moteurs de la croissance

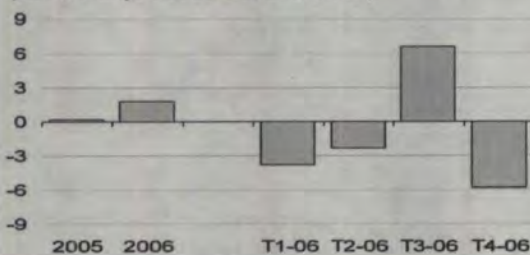
- La croissance de la population mondiale
- L'industrialisation des économies émergentes
- L'évolution du cycle économique mondial

Principaux enjeux du secteur

- La pénurie de main-d'œuvre qualifiée

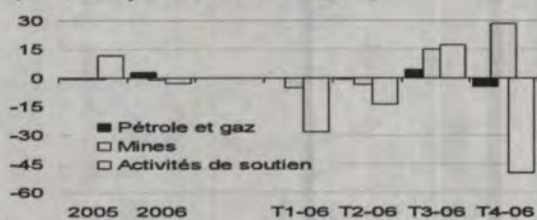
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



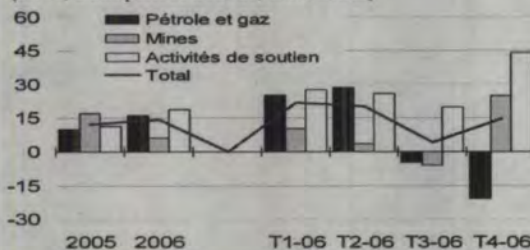
Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



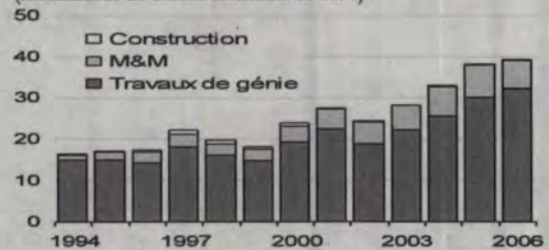
Graphique 3 : Croissance de l'emploi

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Graphique 4 : Dépenses d'investissement réelles

(En milliards de dollars constants de 1997)



Résumé

Le PIB réel du secteur de l'énergie et de l'extraction minière a diminué au quatrième trimestre, et ce, pour la troisième fois au cours de la dernière année. Ce recul est principalement attribuable à la baisse de la production dans l'industrie des activités de soutien, en particulier l'exploration et le forage, et dans l'industrie pétrolière et gazière. Compte tenu des niveaux élevés des stocks, le rythme d'extraction pétrolière et gazière a ralenti au quatrième trimestre. L'emploi a cependant augmenté de 8 600 au cours du même trimestre, portant à 29 900 le nombre de nouveaux emplois pour l'ensemble de l'année 2006. Les dépenses d'investissement ont encore augmenté en 2006. Selon une enquête récente de Statistique Canada, elles devraient toutefois fléchir légèrement en 2007. Il n'en demeure pas moins que plus de 200 milliards de dollars ont été investis au cours de cette décennie. La rentabilité du secteur s'est détériorée en 2006, les bénéfices d'exploitation dans l'industrie pétrolière et gazière ayant subi le contrecoup de la forte baisse des prix du gaz naturel. La marge bénéficiaire de l'industrie minière a pourtant poursuivi sa progression en 2006 pour atteindre un sommet sans précédent de 18 %, sous l'impulsion des prix des métaux communs, qui n'ont jamais été aussi élevés.

Production

Le PIB réel du secteur de l'énergie et de l'extraction minière a baissé de 5,8 % au quatrième trimestre, annulant presque tous les gains enregistrés au troisième trimestre. Pour l'ensemble de l'année 2006, le PIB réel de ce secteur n'a avancé que de 1,8 %.

L'augmentation a été concentrée dans l'industrie pétrolière et gazière (graphique 2). Cette industrie était moins dynamique à la fin de 2006. Le PIB réel a diminué de 4,5 % au quatrième trimestre, principalement à cause d'une baisse de la production de gaz naturel et

Énergie et extraction minière

— dans une mesure moindre — de pétrole brut. Ce recul de la production de gaz naturel est, en partie, attribuable à un hiver plus doux que d'habitude en Amérique du Nord et à l'accroissement consécutif des stocks de gaz. Malgré le repli en fin d'année, la production de l'industrie pétrolière et gazière a progressé de 2,9 % en 2006, soit la plus forte hausse depuis 2002.

Dans l'industrie minière, le PIB réel a fait un bond de 28,8 % au quatrième trimestre après avoir avancé de 15,2 % au trimestre précédent. La production de produits de base et de produits minéraux non métalliques s'est fortement accrue au deuxième semestre de 2006. Les augmentations récentes dans le domaine de la production minière ont compensé les baisses enregistrées lors des quatre trimestres précédents.

Le PIB réel de l'industrie des activités de soutien, essentiellement l'exploration et le forage, a chuté au quatrième trimestre, freinant la croissance de l'ensemble du secteur. Au deuxième semestre de 2006, la production de cette industrie a baissé à un taux annualisé de 22,9 %.

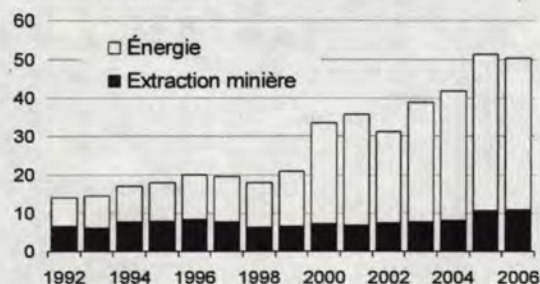
Le Canada est un important producteur mondial de pétrole brut, de gaz naturel et de métaux communs. La majeure partie de la production est exportée, principalement vers les États-Unis. La hausse de la demande et des prix mondiaux de ces produits de base, qui a été observée cette décennie, a eu des effets positifs sur la balance commerciale du secteur de l'énergie et de l'extraction minière.

L'excédent commercial du secteur de l'énergie et de l'extraction minière s'est hissé à un sommet historique de 51,3 milliards de dollars en 2005 et s'est maintenant au-dessus de 50 milliards en 2006 (graphique 5). La hausse enregistrée cette décennie est principalement attribuable au pétrole et au gaz, tandis que

l'excédent commercial de l'industrie minière est resté relativement stable, comme dans les années 1990.

Graphique 5 : Balance commerciale – énergie et extraction minière

(En milliards de dollars)



L'excédent commercial du Canada au titre des biens et services a fortement progressé de 1998 à 2001, alimenté par l'excédent croissant du secteur de l'énergie et de l'extraction minière, la réduction du déficit du secteur de la fabrication, et la hausse de l'excédent commercial pour tous les autres biens et services.

Après 2001, les hausses de l'excédent commercial du secteur de l'énergie et de l'extraction minière ont largement compensé les déficits successifs et croissants de la balance commerciale du secteur de la fabrication (graphique 6). De fait, la contribution de l'industrie pétrolière et gazière à l'excédent commercial du Canada s'est accrue de manière soutenue. En 2006, l'excédent du secteur de l'énergie et de l'extraction minière représentait plus que la valeur de l'excédent commercial total.

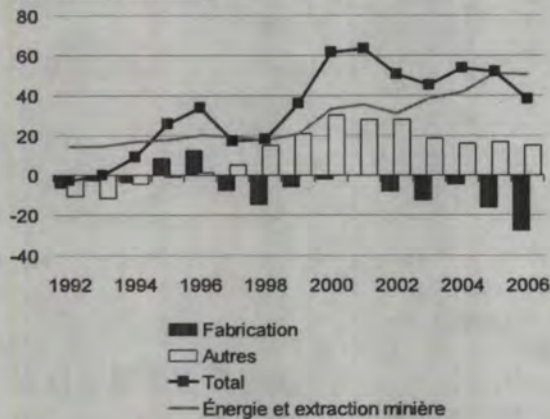
Marché du travail

Au deuxième semestre de 2006, l'emploi a encore augmenté dans le secteur de l'énergie et de l'extraction minière (graphique 3). Il a crû de 4 % (2 300) au troisième trimestre et de 15 % (8 600) le trimestre suivant. Comme au premier semestre, l'emploi a surtout gagné du terrain dans les activités de soutien aux industries pétrolière et minière.

Énergie et extraction minière

Graphique 6 : Balance commerciale, par secteur

(En milliards de dollars)



En 2006, 29 900 emplois ont été créés dans le secteur de l'énergie et de l'extraction minière, pour un total de 53 000 nouveaux emplois ces deux dernières années — ce qui constitue la plus forte hausse jamais enregistrée sur une période de deux ans. Ce sont les industries pétrolière et gazière et celle des activités de soutien qui ont le plus contribué à l'augmentation de l'emploi. Dans ces industries, la création d'emplois a été stimulée par les grands projets d'immobilisations, particulièrement les projets de développement des sables bitumineux. Dans l'industrie minière, l'emploi a progressé de 6,1 %, après avoir grimpé de 17 % en 2005. Dans cette industrie, 12 400 emplois ont été créés en 2005 et 2006, ce qui a presque compensé la perte cumulative de 13 700 emplois survenue entre 2001 et 2004.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement dans le secteur de l'énergie et de l'extraction minière ont augmenté de 3,2 % en 2006, après s'être accrues entre 16 % à 17 % pendant chacune des trois années précédentes (graphique 4). Près de 40 milliards de dollars ont été investis en 2006, pour un total de plus de 200 milliards de dollars au cours de cette décennie. Selon une enquête récente de Statistique Canada, les dépenses d'investissement devraient fléchir légèrement en 2007.

Les investissements dans les travaux de génie représentent 82 % de toutes les dépenses d'investissement dans le secteur. Le reste des dépenses ont été investis en M&M (17 %) et les structures (1 %). En 2006, 32,2 milliards de dollars ont été investis dans les travaux de génie, ce qui représente une hausse de 7,8 %. En revanche, les investissements en M&M et en structure ont baissé de 13,6 % et de 1 %, respectivement.

Les investissements dans le secteur sont concentrés dans l'industrie pétrolière et gazière (graphique 7), surtout celle de l'Alberta (tableau 1). Dans l'ensemble du Canada, les investissements dans cette industrie ont augmenté de 3,6 % pour s'établir à 32,9 milliards de dollars en 2006, après avoir grimpé de 52 % entre 2002 et 2005. Une importante part des investissements dans l'industrie est consacrée à l'extraction conventionnelle de

Graphique 7 : Dépenses d'investissement réelles

(En milliards de dollars constants de 1997)



Tableau 1 : Dépenses d'investissement réelles, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	2002	2003	2004	2005	2006
QC.	512	508	586	764	919
ON.	668	868	1 216	1 121	1 374
SAS.	1 403	1 883	2 132	2 052	2 405
ALB.	16 696	18 904	22 043	27 017	28 221
dont la part de l'énergie	16 030	18 008	20 983	25 291	26 596
C.-B.	2 106	2 935	3 368	3 437	2 909
dont la part de l'énergie	1 913	2 742	3 042	2 880	2 595

1. Les données pour les autres provinces ne sont pas disponibles.

Énergie et extraction minière

pétrole et de gaz. En 2007, les dépenses d'investissement devraient chuter de 15,2 % pour s'établir à 30 milliards de dollars, ce qui correspond à la première baisse depuis 2002. Par contre, les investissements dans les sables bitumineux devraient s'accroître de près de 40 % pour atteindre un sommet historique de 16,1 milliards de dollars en 2007.

Dans l'industrie minière, les dépenses d'investissement ont diminué de 4,2 % pour passer à 3,8 milliards de dollars après avoir doublé pendant les deux années précédentes. On prévoit toutefois un nouvel accroissement vigoureux des dépenses d'investissement dans cette industrie en 2007.

Situation financière

La situation financière des entreprises du secteur de l'extraction pétrolière, gazière et minière s'est détériorée depuis la fin de 2005 (graphique 8). Au quatrième trimestre de 2006, les bénéfices d'exploitation, en pourcentage des recettes d'exploitation, ont diminué pour s'établir à 19,1 %, après avoir atteint un sommet de 22,4 % au quatrième trimestre de 2005. La marge bénéficiaire demeure considérablement supérieure à la moyenne historique (13,1 %).

La chute de près de 50 % des prix du gaz naturel est à l'origine de la rentabilité amoindrie de l'industrie pétrolière et gazière. Par contre, la marge bénéficiaire de l'industrie de l'extraction minière, à la faveur des prix élevés des métaux communs, s'est hissée à un sommet historique de 18,2 % durant le quatrième trimestre de 2006, pour une moyenne annuelle de 17,9 %.

Prix des produits de base

Situation actuelle et perspectives

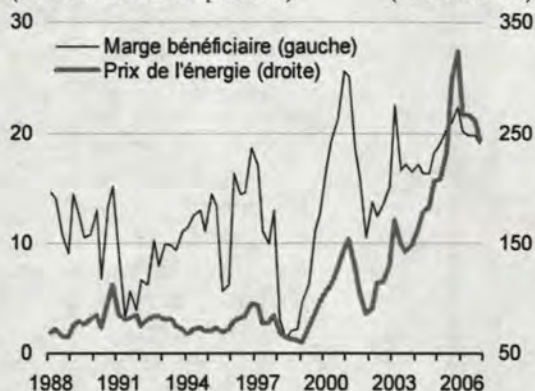
Pétrole brut : Les marchés mondiaux du pétrole se sont raffermis au dernier trimestre de 2006 par suite des réductions de la production imposées par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Malgré ces réductions, le prix du pétrole WTI (West Texas Intermediate) est tombé à moins

Graphique 8 : Marge bénéficiaire et Indice des prix des produits de base de la

Banque du Canada

(En % des recettes d'exploitation)

(1982-1990=100)



de 55 \$US le baril en janvier 2007, les niveaux des stocks étant restés élevés grâce à un hiver clément en Amérique du Nord. En mars 2007, le prix du pétrole WTI a franchi une nouvelle fois la barre des 60 \$US le baril et ne devrait pas tomber sous ce niveau au cours des prochaines années (graphique 9). Dans ses plus récentes prévisions énergétiques à court terme, l'Energy Information Agency (EIA) des États-Unis prévoit que les prix du pétrole WTI augmenteront progressivement pour s'établir à 64 \$US le baril d'ici juin 2007 et resteront à ce niveau jusqu'en avril 2008 (graphique 10).

Gaz naturel : Les prix du gaz ont chuté durant le premier semestre de 2006 et, en septembre, ils sont tombés à leur niveau le plus bas depuis presque trois ans. En septembre, le prix du gaz naturel Henry Hub s'élevait à 4,90 \$US le millier de pieds cubes (mpc), ce qui est beaucoup moins que le sommet historique de 13,42 \$US observé en octobre 2005. Au quatrième trimestre de 2006, le prix Henry Hub s'établissait en moyenne à 6,65 \$US le mpc (graphique 11). L'EIA prévoit que le prix moyen du gaz naturel Henry Hub sera de 7,58 \$ le millier de pieds cubes (mpc) en 2007 et de 7,86 \$ le mpc en 2008 (graphique 12).

Énergie et extraction minière

Métaux communs : En moyenne, les prix des métaux communs ont continué de monter durant le quatrième trimestre de 2006, mais ont fléchi quelque peu depuis le début de 2007 (graphiques 13, 15, 17 et 19). La solide croissance de l'économie mondiale et la conjoncture serrée de l'offre et de la demande mondiales sont à l'origine de la hausse des prix observée ces dernières années. Même si les niveaux des stocks restent bas et si des conflits du travail devaient perturber l'offre, l'éventualité d'un ralentissement de la production industrielle mondiale exerce des pressions à la baisse sur les prix des métaux. Selon les contrats à terme du London Metal Exchange (LME), les prix de l'aluminium (graphique 14), du cuivre (graphique 16), du nickel (graphique 18), et du zinc (graphique 20) se replieront durant les deux prochaines années, mais ils resteront élevés par rapport à ce qu'ils ont déjà été.

Énergie et extraction minière

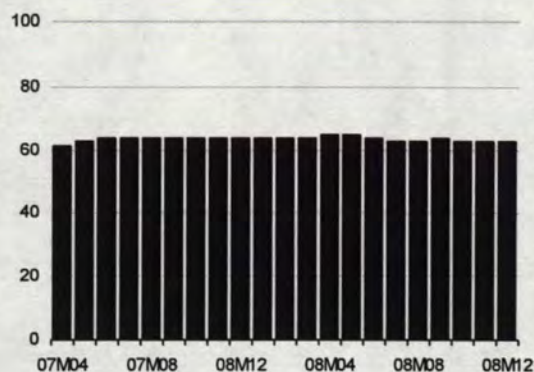
Graphique 9 : Prix du pétrole WTI

(En \$US le baril)



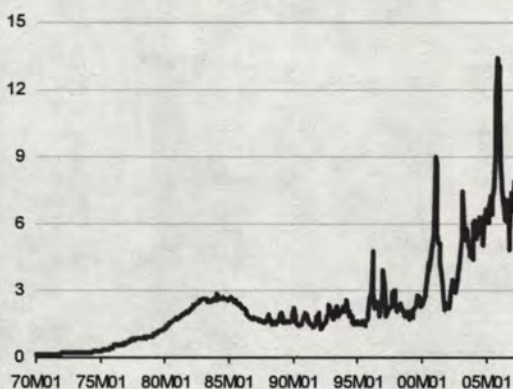
Graphique 10 : Prédiction du prix du pétrole WTI

(En \$US le baril)



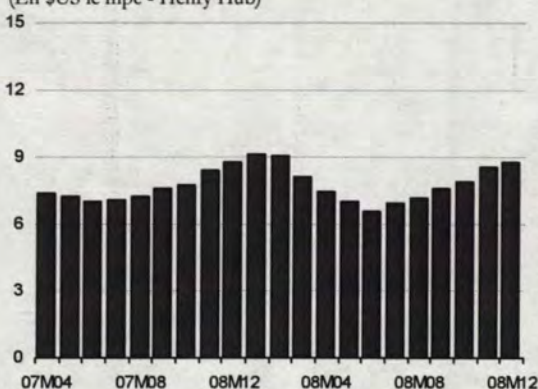
Graphique 11 : Prix du gaz naturel - É.-U.

(En \$US le mpc - Henry Hub)



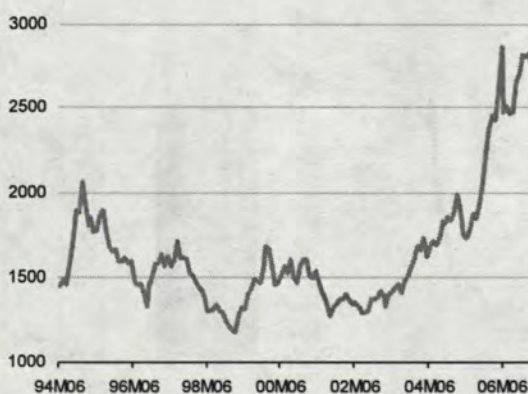
Graphique 12 : Prédiction du prix du gaz naturel - É.-U.

(En \$US le mpc - Henry Hub)



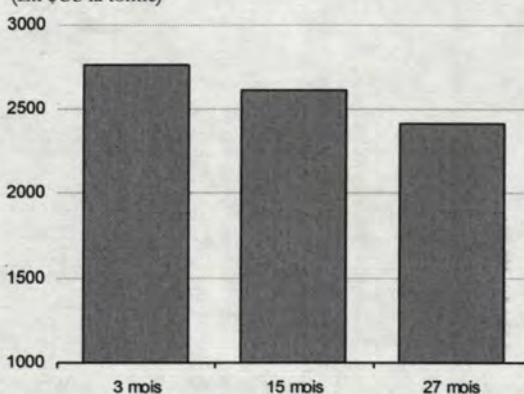
Graphique 13 : Prix de l'aluminium - LME

(En \$US la tonne)



Graphique 14 : Prix de l'aluminium, contrats à terme - LME

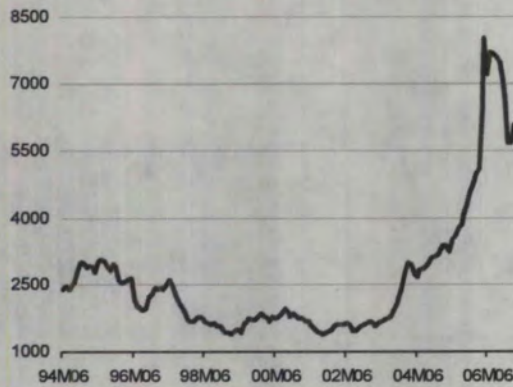
(En \$US la tonne)



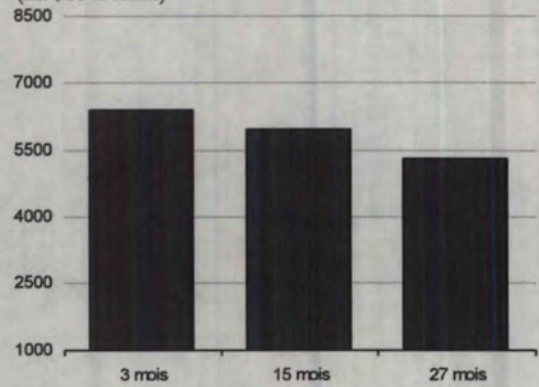
Nota : Les prévisions des prix du pétrole WTI et du gaz naturel proviennent de l'Energy Information Agency des États-Unis. Elles sont tirées de leurs perspectives à court terme publiées en mars 2007. Les prix selon les contrats à terme du LME sont les futurs cours acheteurs du London Metal Exchange pour les métaux mentionnés, au 15 mars 2007.

Énergie et extraction minière

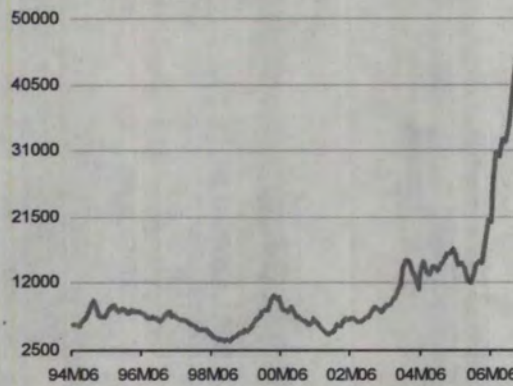
Graphique 15 : Prix du cuivre - LME
(En \$US la tonne)



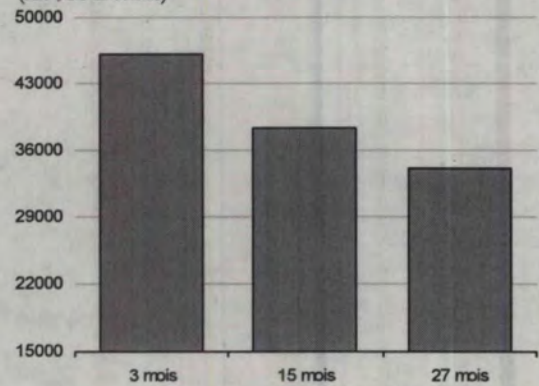
Graphique 16 : Prix du cuivre, contrats à terme - LME
(En \$US la tonne)



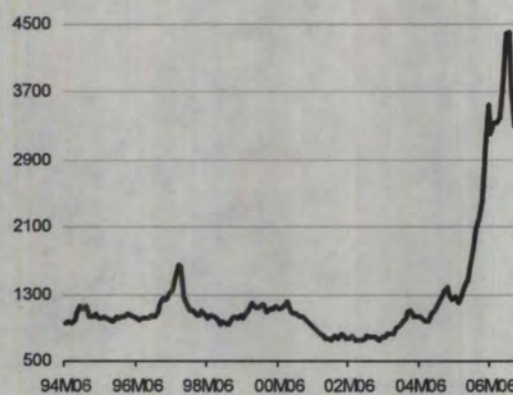
Graphique 17 : Prix du nickel - LME
(En \$US la tonne)



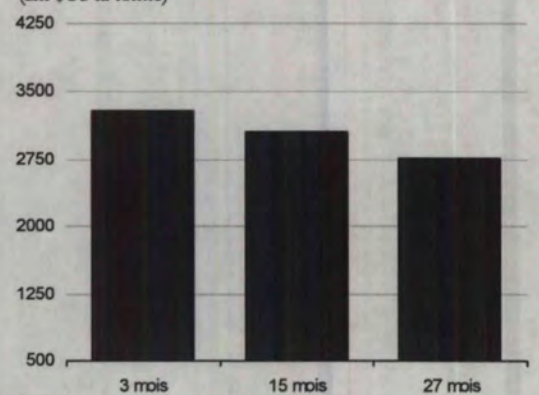
Graphique 18 : Prix du nickel, contrats à terme - LME
(En \$US la tonne)



Graphique 19 : Prix du zinc - LME
(En \$US la tonne)



Graphique 20 : Prix du zinc, contrats à terme - LME
(En \$US la tonne)



Services aux ménages

Importance économique

- Le secteur représente 12 % du PIB, et environ 7 % de sa production est exportée.
- Les principales industries sont le commerce de détail (52 % du PIB du secteur), les autres services (sauf les administrations publiques) (21 %) ainsi que l'hébergement et la restauration (19 %).
- 25 % de tous les emplois se trouvent dans le secteur des services aux ménages.

Principaux moteurs de la croissance

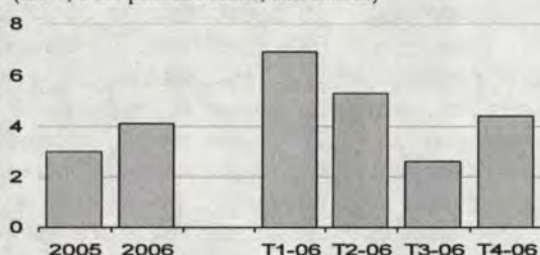
- La structure démographique et la croissance de la population
- Le tourisme
- Le revenu, l'emploi et la confiance des consommateurs

Principaux enjeux du secteur

- Le nombre beaucoup moins important de touristes provenant du sud de la frontière

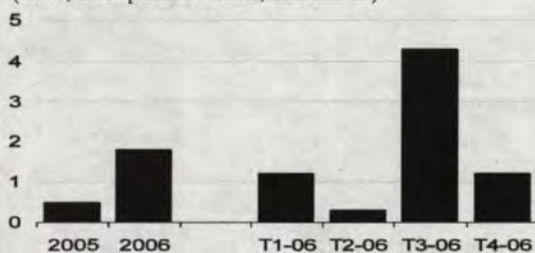
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



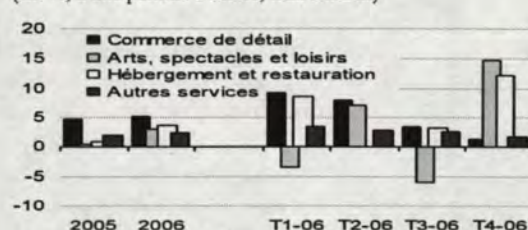
Graphique 3 : Croissance de l'emploi

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



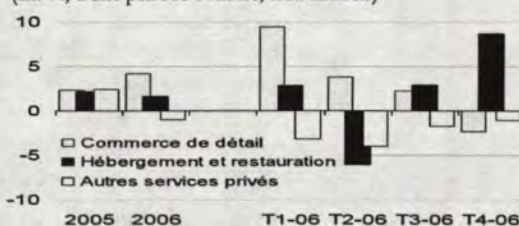
Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Résumé

La croissance du PIB réel du secteur des services aux ménages s'est raffermie au quatrième trimestre, pour progresser de 4,1 % en 2006. La forte hausse était concentrée dans l'industrie de l'hébergement et de la restauration, et celle des arts, des spectacles et des loisirs, reflétant en partie l'essor des voyages au Canada. Malgré le ralentissement de la progression de l'emploi au quatrième trimestre, quatre fois plus d'emplois ont été créés en 2006 qu'au cours de l'année précédente, surtout dans l'industrie du commerce de détail. Les dépenses d'investissement dans le secteur des services aux ménages ont augmenté de 11,8 % en 2006 et devraient continuer de croître vigoureusement en 2007, selon une enquête récente de Statistique Canada. La situation financière du secteur est restée solide.

Production

Le PIB réel du secteur des services aux ménages a crû de 4,4 % au cours du dernier trimestre de 2006 (graphique 1). La croissance du PIB réel s'est accélérée en 2006 pour s'établir à 4,1 %, ce qui représente le troisième accroissement annuel consécutif.

Deux industries, soit celle de l'hébergement et de la restauration et celle des arts, des spectacles et des loisirs, sont à l'origine de l'essor de la production dans le secteur au

quatrième trimestre (graphique 2). Ces deux industries ont bénéficié des retombées liées à l'augmentation des voyages au Canada. Dans l'industrie de l'hébergement et de la restauration, le PIB réel a grimpé de 12,3 %, soit presque quatre fois plus rapidement qu'au trimestre précédent, ce qui correspond à la plus forte avance trimestrielle en plus de huit ans. Dans l'industrie des arts, des spectacles et des loisirs, l'activité s'est redressée de 14,9 %

Services aux ménages

durant le même trimestre. La croissance du PIB réel dans l'industrie du commerce de détail a ralenti au cours des derniers trimestres. Sur une base annuelle, elle a progressé pour une troisième année de suite, pour atteindre 5,2 %. La croissance du PIB réel dans le secteur des autres services aux ménages a reculé, pour s'établir à 1,8 % au quatrième trimestre, ce qui représente une hausse moyenne de 2,4 % pour 2006.

Marché du travail

L'emploi a progressé de 1,2 % (12 400) dans le secteur des services aux ménages au quatrième trimestre, après avoir fait un bond de 4,3 % (42 800) au troisième trimestre (graphique 3). Près de 73 000 emplois ont été créés en 2006, soit quatre fois plus qu'en 2005.

Les hausses de l'emploi au deuxième semestre de 2006 ont surtout été fortes dans le commerce de détail ainsi que l'hébergement et la restauration. L'industrie des arts, des spectacles et des loisirs et les autres services aux ménages sont à l'origine du ralentissement de la création d'emplois au quatrième trimestre.

L'industrie du commerce de détail est celle qui a le plus contribué à la progression de l'emploi durant toute l'année 2006, avec la création de 33 000 emplois durant le deuxième semestre et de 30 500 emplois au cours du premier.

Productivité du travail

La productivité du travail a gagné du terrain dans l'industrie du commerce de détail en 2006, passant de 2,3 % en 2005 à 4,2 % (graphique 4). La croissance de la productivité s'est poursuivie dans l'industrie de l'hébergement et de la restauration, bien qu'à un rythme plus lent (1,6 %), alors que le secteur des autres services privés accusait une baisse de 1,1 %, soit le premier recul depuis 1998.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont repris dans le secteur des services aux ménages, augmentant de 11,8 % en 2006 après avoir légèrement baissé en 2005 (graphique 5). D'après une enquête récente de Statistique Canada, la hausse des investissements devrait se poursuivre à un rythme soutenu en 2007.

L'augmentation des dépenses d'investissement est principalement attribuable à la hausse des investissements en M&M en 2006. Les dépenses à ce chapitre ont progressé de 13,3 % en 2006, après avoir affiché une croissance annuelle moyenne de 12 % durant les cinq années précédentes. Au cours de cette décennie, le secteur a investi près de 60 milliards de dollars dans les M&M, en majeure partie en Ontario et au Québec (tableau 1). Les investissements dans les structures se sont redressés de 8,4 % en 2006, compensant ainsi la moitié des pertes subies en 2005.

Graphique 5 : Dépenses d'investissement réelles

(En milliards de dollars constants de 1997)

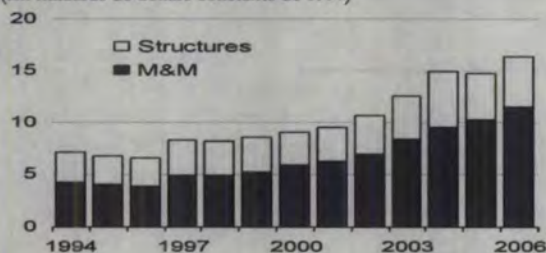


Tableau 1 : Dépenses d'investissement réelles, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	QC.	ONT.
2000	1 146	2 300
2001	1 306	2 400
2002	1 500	2 612
2003	1 872	3 002
2004	1 889	3 359
2005	2 011	3 875
2006	2 263	4 340

1. Les données pour les autres provinces ne sont pas disponibles.

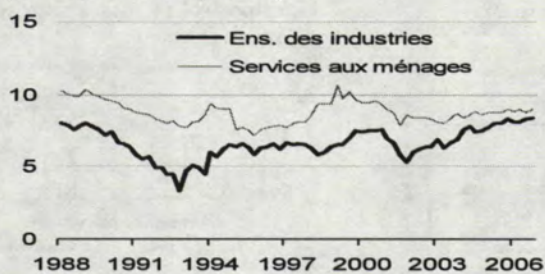
Services aux ménages

Situation financière

La situation financière des industries du secteur des services aux ménages est restée solide au quatrième trimestre (graphique 6). En pourcentage des recettes, les bénéfices d'exploitation se sont accrus pour atteindre 9 % en 2006, soit un niveau équivalent à la moyenne historique.

Graphique 6 : Marges bénéficiaires

(En % des recettes d'exploitation)



Services aux entreprises – ICSPST

Importance économique

- Le secteur représente 9 % du PIB, et environ 12 % de sa production est exportée.
- Les principales industries sont les services professionnels, scientifiques et techniques (52 % du PIB du secteur) et l'information et la culture (48 %).
- 9 % de tous les emplois se trouvent dans ce secteur.

Principaux moteurs de la croissance

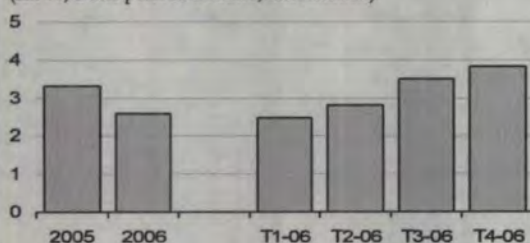
- La vigueur du marché intérieur
- La chaîne d'approvisionnement mondiale

Principaux enjeux du secteur

- La mondialisation et « l'impartition » de certains services à des pays à faibles salaires dont l'offre de main-d'œuvre hautement spécialisée s'accroît
- La faible croissance de productivité des industries des services professionnels, scientifiques et techniques

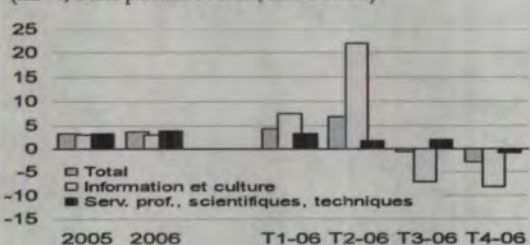
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



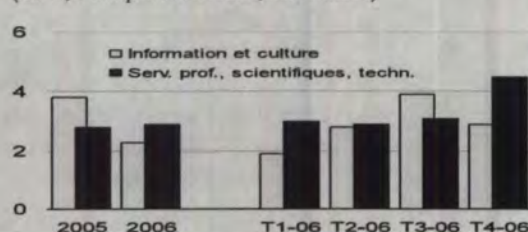
Graphique 3 : Croissance de l'emploi

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



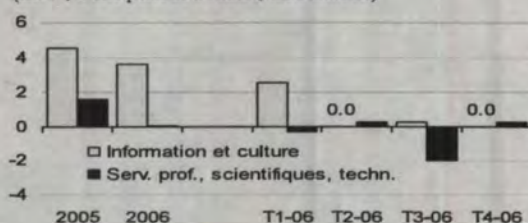
Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Résumé

Dans le secteur des industries de l'information et de la culture, et des services professionnels, scientifiques et techniques (ICSPST), le PIB réel a renforcé son avance au deuxième semestre de 2006, après avoir progressé à un bon rythme durant les six premiers mois. La forte demande des entreprises en services de haute technologie a été le moteur de cette croissance. Malgré la perte de 13 500 emplois au cours des deux derniers trimestres de 2006, 51 300 emplois ont été créés pour l'ensemble de l'année, ce qui représente un accroissement total de 94 100 emplois ces deux dernières années. La croissance des dépenses d'investissement, stimulée par une situation financière saine et affermie, est restée vigoureuse en 2006, affichant une bonne performance pour une troisième année d'affilée. La plupart des dépenses d'investissement ont été dans des M&M. Les résultats d'une enquête récente de Statistique Canada indiquent que les dépenses d'investissement devraient progresser en 2007.

Production

Le taux de croissance du PIB réel du secteur ICSPST est resté très robuste au quatrième trimestre, consolidant légèrement son avance pour s'établir à 3,8 % (graphique 1). Le secteur a été stimulé par la vigueur des dépenses des entreprises en matériel informatique, en matériel de bureau et en logiciels. Les deux industries du secteur ont contribué à l'accélération de la croissance au deuxième

semestre de 2006 (graphique 2). Dans l'industrie de l'information et de la culture, le taux de croissance de la production s'est redressé sensiblement, pour s'établir à 3,4 %, en moyenne. Dans l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques, la croissance du PIB réel a également été plus forte au deuxième semestre.

Services aux entreprises – ICSPST

Marché du travail

Malgré une plus forte augmentation de la production, l'emploi dans le secteur ICSPST a régressé beaucoup plus au quatrième trimestre (2,8 % ou 10 700) qu'au troisième (graphique 3). Ces baisses font suite à une augmentation cumulative de 62 000 emplois créés entre le quatrième trimestre de 2005 et le deuxième trimestre de 2006. Le taux de croissance de l'emploi dans ce secteur a toutefois progressé en 2006 pour s'établir à 3,6 %, grâce à la création de 94 100 emplois durant les deux dernières années.

L'industrie de l'information et de la culture est essentiellement à l'origine de la diminution de l'emploi dans le secteur au cours du deuxième semestre de 2006 (graphique 3). Dans cette industrie, on compte 16 000 emplois de moins, surtout dans les domaines de l'édition, de la production de films et de l'enregistrement du son.

L'emploi a avancé dans l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques, grâce à la création de 2 700 emplois aux troisième et quatrième trimestres. Près de 40 000 emplois ont été créés en 2006, comparativement à 31 700 en 2005.

Productivité du travail

La productivité du travail dans l'industrie de l'information et de la culture est restée inchangée au quatrième trimestre de 2006 (graphique 4). Toutefois, la croissance de la productivité du travail est demeurée vigoureuse (3,6 %) de façon générale en 2006, pour une deuxième année consécutive.

La productivité du travail s'est redressée légèrement au quatrième trimestre dans l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques, après avoir baissé de 2 % au troisième trimestre. Pour l'ensemble de 2006, la productivité a à peine augmenté de 0,1 %.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement dans le secteur ICSPST ont crû de 15,3 % en 2006, pour une augmentation cumulative de 55,8 % ces trois dernières années (graphique 5). Pendant cette période, les investissements en M&M se sont chiffrés à 49,8 milliards de dollars, dont 30 milliards sont allés à l'industrie de l'information et de la culture, la somme restante étant investie dans l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques.

Graphique 5 : Dépenses d'investissement réelles

(En milliards de dollars constants de 1997)

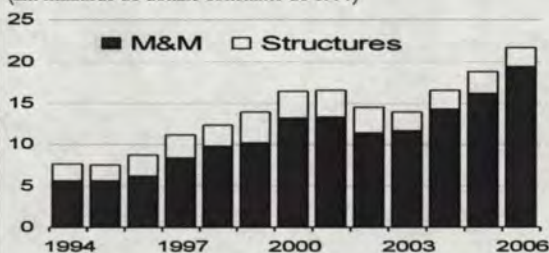


Tableau 1 : Dépenses d'investissement réelles, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	Q.C.	ONT.	SASK.
2000	3 129	6 202	270
2001	2 867	6 218	280
2002	2 366	4 666	307
2003	2 451	4 962	260
2004	3 019	6 162	302
2005	3 304	6 890	393
2006	4 069	8 250	619

1. Les données pour les autres provinces ne sont pas disponibles.

Services aux entreprises – ICSPST

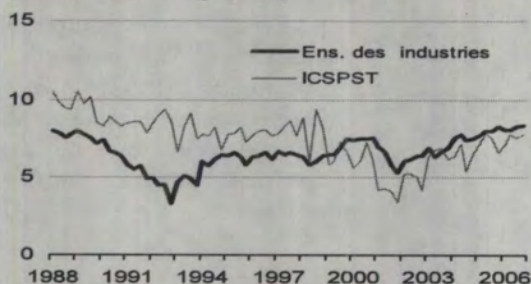
L'augmentation des dépenses d'investissement depuis 2003 est principalement attribuable à la hausse des investissements en M&M, lesquels ont progressé en moyenne au rythme de 19 % par an. La plupart des investissements ont été faits en Ontario, au Québec et en Alberta (tableau 1). Par contre, les investissements dans les structures ont chuté pour une cinquième année depuis le début de cette décennie.

Situation financière

La situation financière des industries du secteur ICSPST s'est encore améliorée au quatrième trimestre, en partie sous l'impulsion vigoureuse des investissements des entreprises (graphique 6). Au quatrième trimestre de 2006, la marge bénéficiaire s'est établie à 7,8 %, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne historique.

Graphique 6 : Marges bénéficiaires

(En % des recettes d'exploitation)



Services aux entreprises – FASI

Importance économique

- Le secteur des FASI représente 19 % du PIB, et environ 3 % de sa production est exportée.
- Les principales industries sont les services immobiliers (environ 68 % du PIB du secteur) ainsi que les activités monétaires et l'intermédiation financière et les activités connexes (environ 19 %).
- 6 % de tous les emplois se trouvent dans le secteur des FASI.

Principaux moteurs de la croissance

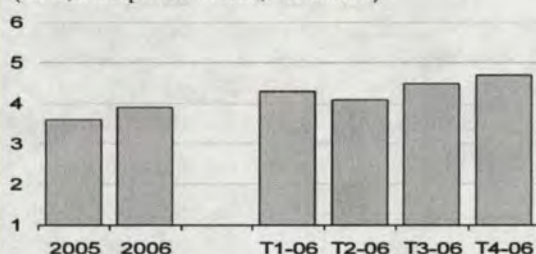
- Les taux d'intérêt, le revenu, le taux de chômage et le niveau de confiance des consommateurs

Principaux enjeux du secteur

- La faible croissance de la productivité

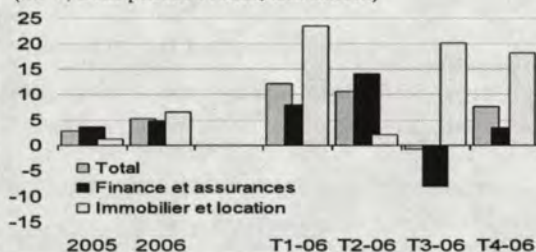
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



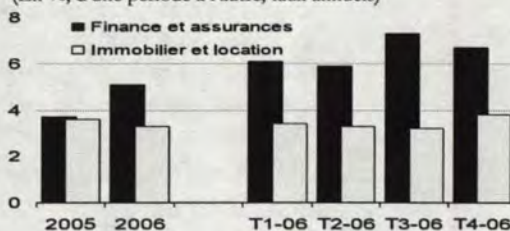
Graphique 3 : Croissance de l'emploi

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



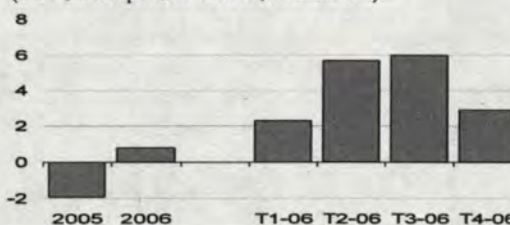
Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Résumé

Dans le secteur de la finance, des assurances, des services immobiliers et des services de location et de location à bail (FASI), la croissance du PIB réel est restée très ferme aux troisième et quatrième trimestres. L'emploi a fait un bond de 7,6 % au quatrième trimestre, pour un gain total de 52 700 nouveaux emplois en 2006. Il s'agit de la plus vigoureuse création d'emplois jamais enregistrée. La productivité du travail dans le secteur s'est redressée pendant toute l'année grâce à un taux moyen de croissance de 4,2 % par trimestre. Ce redressement témoigne en partie de l'impact des énormes investissements en M&M, qui ont atteint un total de plus de 100 milliards de dollars depuis 2003. D'après les résultats d'une enquête de Statistique Canada, les industries du secteur devraient accroître leurs investissements en M&M en 2007. La situation financière du secteur s'est encore améliorée en 2006, la marge bénéficiaire s'élevant à un sommet sans précédent de près de 23 %.

Production

Le PIB réel du secteur des FASI a continué sur sa lancée aux troisième et quatrième trimestres, augmentant en moyenne de 4,6 % (graphique 1), principalement sous l'impulsion des activités vigoureuses des entreprises. En 2006, la production s'est accrue de 3,9 %, au-dessus du taux de croissance moyen de l'ensemble du secteur des services, et cela pour une sixième année consécutive.

Tant dans l'industrie de la finance et des assurances, que dans celle des services immobiliers et de location, l'activité est restée dynamique au deuxième semestre de 2006 (graphique 2). Dans l'industrie de la finance et des assurances, le PIB réel a progressé de plus de 6 % en moyenne aux troisième et quatrième trimestres, ce taux de croissance surpassant celui de 2005.

Services aux entreprises – FASI

Dans l'industrie des services immobiliers et de location, le rythme moyen d'activité s'est accéléré, pour s'établir à près de 3,5 % aux deux derniers trimestres, niveau relativement inchangé par rapport au premier semestre. Les ventes de logements neufs ou existants ont été importantes, ce qui a soutenu l'activité dans cette industrie.

Marché du travail

Dans le secteur des FASI, l'emploi s'est fermement redressé, avançant de 7,6 % (19 100) au quatrième trimestre (graphique 3). En tout, 52 700 emplois ont été créés en 2006, soit la plus forte hausse jamais enregistrée. La vigueur de la demande intérieure ces trois dernières années s'est traduite par une augmentation du nombre d'emplois (123 500) durant cette période, soit le triple du nombre d'emplois créés tout au long des années 1990.

Cette vigoureuse création d'emplois au deuxième semestre de 2006 est principalement attribuable à l'industrie des services immobiliers et de location. Dans cette industrie, l'emploi a augmenté de 20,1 % au troisième trimestre et de 18,2 % au quatrième, ce qui porte à 43 100 le nombre de nouveaux emplois du premier au dernier trimestre de 2006.

L'emploi a progressé de 3,4 % (6 200) au quatrième trimestre dans l'industrie de la finance et des assurances. En tout, 28 900 emplois ont été créés dans l'industrie en 2006, pour un total de près de 100 000 nouveaux emplois durant les trois dernières années.

Productivité du travail

Dans le secteur des FASI, la productivité du travail s'est redressée en 2006, après une baisse de 2 % en 2005, pour progresser à un taux annualisé moyen de 4,2 % par trimestre (graphique 4).

Dépenses d'investissement

Le redressement de la productivité reflète en partie l'impact des plus fortes hausses des dépenses d'investissement dans le secteur ces trois dernières années (graphique 5).

En 2006, les dépenses d'investissement dans le secteur ont augmenté de 14,6 %, ce qui correspond à peu près à la moyenne des deux années précédentes. Près de 110 milliards de dollars ont été investis depuis 2003. Quatre-vingt-dix pour cent des dépenses d'investissement ont été en M&M. Elles ont été engagées surtout en Ontario (tableau 1).

Graphique 5 : Dépenses d'investissement réelles

(En milliards de dollars constants de 1997)

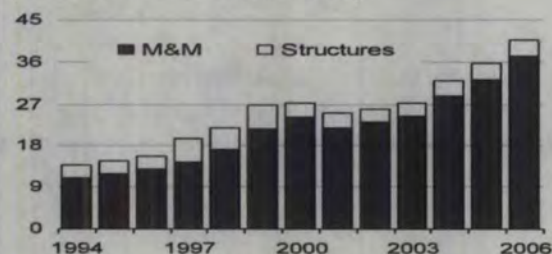


Tableau 1 : Dépenses d'investissement réelles, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	2002	2003	2004	2005	2006
N.-B.	364	326	433	483	532
QC.	4 529	4 761	6 403	6 657	7 385
ONT.	10 517	11 327	12 571	14 501	17 285
SASK.	434	475	612	658	751
ALB.	2 702	2 907	3 854	4 079	4 792
C.-B.	2 858	3 032	3 032	3 605	4 128

1. Les données pour les autres provinces ne sont pas disponibles.

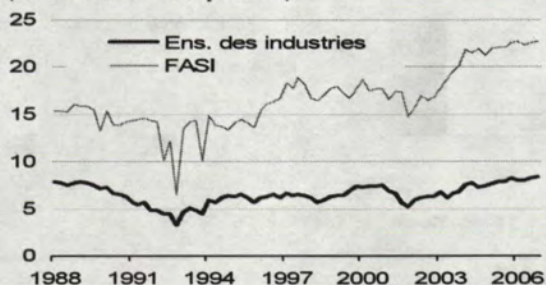
Services aux entreprises – FASI

Situation financière

La situation financière du secteur des FASI s'est encore améliorée cette année, alimentée par la vigueur de l'économie canadienne (graphique 6). La marge bénéficiaire a grimpé pour atteindre un sommet historique de 22,7 % au quatrième trimestre et s'établir en moyenne à 22,6 % pour l'ensemble de l'année, un autre sommet inégalé qui dépasse de beaucoup la moyenne historique.

Graphique 6 : Marges bénéficiaires

(En % des recettes d'exploitation)



Autres services aux entreprises¹

Importance économique

- Le secteur représente 14 % du PIB, et environ 18 % de sa production est exportée.
- Les principales industries sont le commerce de gros (47 % du PIB du secteur), le transport et l'entreposage (35 %), les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement (17 %).
- 13 % de tous les emplois se trouvent dans les industries des autres services aux entreprises.

Principaux moteurs de la croissance

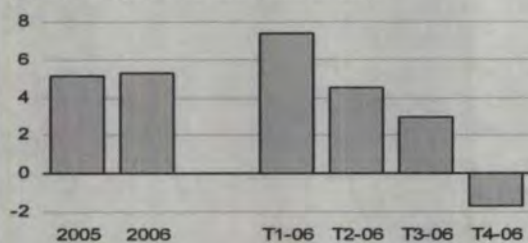
- La demande intérieure (les dépenses des consommateurs et des entreprises) et le commerce

Principaux enjeux du secteur

- La vulnérabilité aux fluctuations des prix de l'énergie

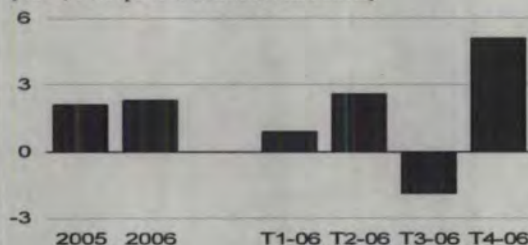
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



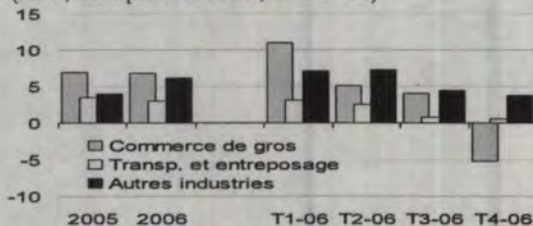
Graphique 3 : Croissance de l'emploi

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



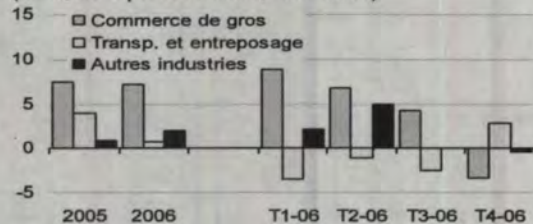
Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Résumé

La croissance du PIB réel dans le secteur des autres services aux entreprises a continué de s'affaiblir durant le deuxième semestre de 2006, la production ayant reculé au quatrième trimestre pour la première fois depuis plus de trois ans. L'emploi s'est redressé de 5,1 % au quatrième trimestre, et 47 100 emplois ont été créés en 2006 dans le secteur, pour un gain total de 214 000 emplois ces quatre dernières années. En 2006, la productivité du travail a poursuivi sa croissance rapide dans l'industrie du commerce de gros, alors que les deux autres industries du secteur ont enregistré des gains plus modestes. Stimulées par une conjoncture favorable, les industries du secteur ont accru leurs dépenses d'investissement de 44 %, en tout, en 2005 et 2006, la majeure partie des investissements allant aux M&M. D'après une enquête récente de Statistique Canada, les dépenses d'investissement en M&M devraient augmenter en 2007.

Production

La croissance du PIB réel dans le secteur des autres services aux entreprises a continué de fléchir au quatrième trimestre, la production ayant baissé de 1,7 % (graphique 1). Cette

diminution fait suite à une série d'augmentations trimestrielles consécutives de 5 %, en moyenne, pendant plus de trois ans. Le PIB a néanmoins progressé de 5,3 % en 2006, ce qui représente une légère hausse par rapport à 2005 et 2004.

Toutes les industries ont contribué au ralentissement de la croissance dans le secteur (graphique 2), particulièrement l'industrie du

1. Ce secteur comprend les industries du commerce de gros, du transport et de l'entreposage, des services administratifs et de soutien, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement, qui sont redéfinies dans le texte sous la rubrique « autres industries ».

Autres services aux entreprises

commerce de gros, qui a vu sa production chuter de 5,2 % au cours du quatrième trimestre, soit la première baisse enregistrée depuis le premier trimestre de 2004. Dans l'industrie du transport et de l'entreposage, la croissance s'est presque arrêtée au quatrième trimestre de 2006. Par contre, le taux de croissance est resté solide dans les industries des services administratifs et des services de gestion des déchets.

Marché du travail

Après un recul de 1,9 % au troisième trimestre, l'emploi dans le secteur des autres services aux entreprises a bondi de 5,1 % (26 000) au quatrième trimestre (graphique 3). Le secteur a créé 47 100 emplois en 2006, comparativement à 42 800 en 2005. Près de 214 000 emplois ont été créés ces quatre dernières années.

Le redressement de l'emploi dans le secteur au quatrième trimestre est essentiellement attribuable aux industries du transport et de l'entreposage (18 600), des services administratifs et de soutien, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement (19 200).

Productivité du travail

La productivité du travail a diminué dans l'industrie du commerce de gros au quatrième trimestre, après une forte progression durant les trois trimestres précédents (graphique 4). En moyenne, le taux de croissance de la productivité est resté relativement stable, s'établissant à 7,2 % en 2006.

Dans l'industrie du transport et de l'entreposage, la productivité a augmenté de 2,9 % au quatrième trimestre, après trois baisses consécutives. En 2006, la croissance de la productivité a été beaucoup plus faible (0,7 %), après les fortes hausses enregistrées en 2005.

Dans les autres services, soit les services administratifs, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement, la productivité a baissé de 0,4 % au quatrième trimestre de 2006 et n'a enregistré aucune croissance au troisième. Néanmoins, elle s'est accrue en moyenne de 2 % en 2006, comparativement à 0,9 % en 2005.

Dépenses d'investissement

La croissance solide de la productivité dans le secteur des autres services aux entreprises est partiellement attribuable à l'augmentation plus rapide des dépenses d'investissement, en particulier dans les M&M, qui a été enregistrée ces dernières années (graphique 5). Les investissements en M&M ont progressé de 23,3 % en 2005 et de 14,6 % en 2006. Ces investissements ont été concentrés en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique (tableau 1). D'après une enquête récente de Statistique Canada, les dépenses en M&M devraient s'accroître en 2007.

Graphique 5 : Dépenses d'investissement réelles

(En milliards de dollars constants de 1997)

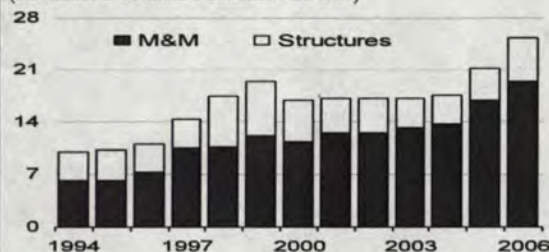


Tableau 1 : Dépenses d'investissement réelles, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	2002	2003	2004	2005	2006
QC.	2 221	1 997	2 305	2 632	2 860
ONT.	4 103	4 337	4 557	5 854	6 646
MAN.	511	494	531	640	715
SASK.	307	314	401	470	495
ALB.	1 819	2 473	2 453	2 855	3 536
C.-B.	1 837	1 486	1 495	1 900	2 344

1. Les données pour les autres provinces ne sont pas disponibles.

Autres services aux entreprises

Situation financière

La situation financière des industries des autres services aux entreprises s'est encore améliorée au cours du deuxième semestre de 2006, parallèlement à l'essor de l'économie canadienne (graphique 6). La marge bénéficiaire s'est hissée à 5,2 % au quatrième trimestre, pour s'établir en moyenne à 5 % en 2006. Ce taux représente un sommet sans précédent qui dépasse nettement la moyenne historique de 3 %.

Graphique 6 : Marges bénéficiaires

(En % des recettes d'exploitation)



Construction

Importance économique

- Le secteur représente 6 % du PIB, et presque toute sa production est destinée au marché intérieur.
- Les principales industries sont les travaux de génie, les réparations et autres activités de construction (49 % du PIB réel du secteur), et la construction résidentielle (33 %).
- 6 % de tous les emplois se trouvent dans le secteur de la construction.

Principaux moteurs de la croissance

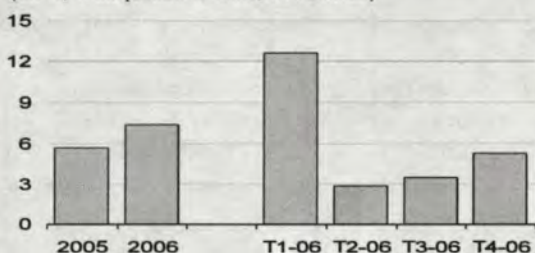
- La structure démographique et la croissance de la population
- Les taux d'intérêt, le revenu, l'emploi et le niveau de confiance

Principaux enjeux du secteur

- Le ralentissement des investissements dans la construction résidentielle en Amérique du Nord

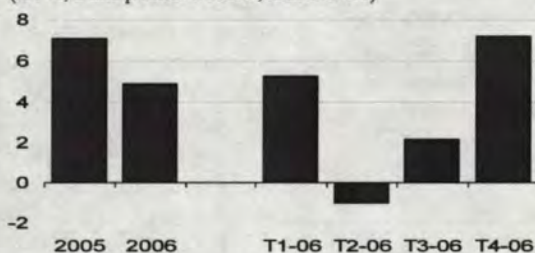
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



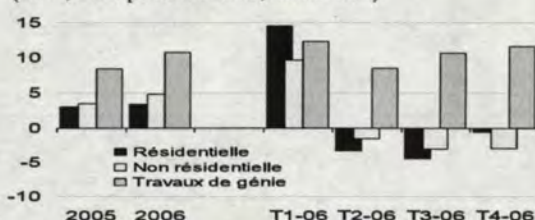
Graphique 3 : Croissance de l'emploi

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



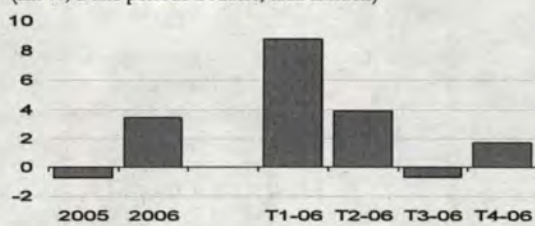
Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Résumé

La croissance du PIB réel du secteur de la construction a poursuivi sur sa lancée au quatrième trimestre de 2006 et pendant toute cette année. Depuis le premier trimestre, les travaux de génie, les réparations et les autres activités liées à la construction ont été les seuls moteurs de la croissance. La baisse des investissements dans le logement neuf a entraîné une autre diminution de la production dans l'industrie de la construction résidentielle au quatrième trimestre. L'emploi a augmenté de 18 600 au quatrième trimestre, la hausse étant entièrement concentrée dans l'industrie des entrepreneurs spécialisés. En tout, 50 200 emplois ont été créés en 2006, soit moins qu'en 2005. Il s'agit toutefois du deuxième gain en importance observé. La productivité du travail a avancé de 1,7 % au quatrième trimestre et de 3,4 % pour l'année 2006, alors qu'elle n'avait pratiquement pas progressé durant les quatre années précédentes. Les dépenses d'investissement ont augmenté beaucoup plus rapidement ces trois dernières années et, d'après une enquête de Statistique Canada, cette croissance devrait rester vigoureuse en 2007.

Production

La production a encore pris de l'expansion au quatrième trimestre dans le secteur de la construction, où le PIB réel s'est accru de 5,3 % (graphique 1). Dans l'ensemble, l'activité a progressé de 7,4 % en 2006, ce qui représente la meilleure performance durant cette décennie.

L'industrie des travaux de génie, des réparations et des autres activités de construction a été la seule source de croissance dans le secteur au quatrième trimestre, tout comme aux deux trimestres précédents (graphique 2).

Construction

Au quatrième trimestre, le PIB réel de cette industrie a progressé de 11,6 %, taux qui se compare au taux moyen de 11,2 % enregistré pour les quatre trimestres précédents. Les investissements considérables dans le secteur de l'énergie et des services publics ont contribué, dans une large mesure, à stimuler la production dans cette industrie.

En revanche, l'activité de l'industrie de la construction résidentielle a reculé, bien que plus modérément, pour un troisième trimestre consécutif. Ce recul résulte principalement de la baisse des investissements dans le logement neuf. Le PIB réel de l'industrie de la construction non résidentielle a également diminué durant les trois derniers trimestres, les plus fortes baisses ayant été enregistrées durant les troisième et quatrième trimestres.

Marché du travail

Au quatrième trimestre, l'emploi a fait un bond de 7,1 % (18 600) dans le secteur de la construction (graphique 3). Par contre, le rythme de croissance de l'emploi a ralenti en 2006 pour s'établir à 4,9 %, après une hausse sans précédent de 7,1 % en 2005. Le secteur a gagné 50 200 nouveaux emplois en 2006. Bien qu'ils soient moins importants qu'en 2005, ces gains représentent néanmoins un deuxième sommet en importance.

Le raffermissement de l'emploi au quatrième trimestre n'a été observé que dans la catégorie des entrepreneurs spécialisés, où l'emploi a progressé de 17,4 % (27 500). Ces gains ont été partiellement annulés par la troisième baisse

trimestrielle consécutive dans les industries de la construction résidentielle et non résidentielle, qui ont subi une perte totale de 29 300 emplois durant cette période. Dans l'industrie de la construction lourde et des travaux de génie civil, l'emploi a reculé de 2,4 % (-8 000) après avoir fortement augmenté au cours des deux trimestres précédents.

Productivité du travail

La productivité du travail dans le secteur de la construction a progressé de 1,7 % au quatrième trimestre, après une baisse de 0,7 % durant le troisième trimestre et des gains très considérables au cours des quatre trimestres précédents (graphique 4). La productivité du travail a donc augmenté à un rythme soutenu de 3,4 % en 2006, après n'avoir enregistré pratiquement aucune croissance durant les quatre années précédentes.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement dans le secteur de la construction ont poursuivi leur solide croissance en 2006. Elles ont augmenté de 14,8 %, pour une hausse totale de 42,2 % durant les trois dernières années, ce qui constitue la plus forte augmentation pour une période de trois ans depuis le début des années 1960 (graphique 5). L'accroissement des dépenses d'investissement dans ce secteur est principalement attribuable à la vigueur des investissements en M&M. Ceux-ci se sont accrus de 15,4 % en 2006, pour un total cumulé de 14,6 milliards de dollars de 2003 à 2006. Les gains réalisés pendant cette période

Graphique 5 : Dépenses d'investissement réelles

(En milliards de dollars constants de 1997)

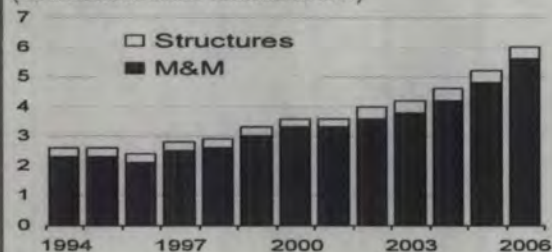


Tableau 1 : Dépenses d'investissement réelles, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	2002	2003	2004	2005	2006
T.-N.-L.	44	46	56	60	53
I.-P.-E.	19	19	21	24	30
N.-É.	84	89	99	113	147
N.-B.	71	86	90	99	110
QC.	884	975	1 131	1 246	1 283
ONT.	1 778	1 874	2 006	2 273	2 627
MAN.	149	157	177	195	256
SASK.	81	77	78	94	107
ALB.	189	193	208	256	343
C.-B.	289	316	363	443	586

Construction

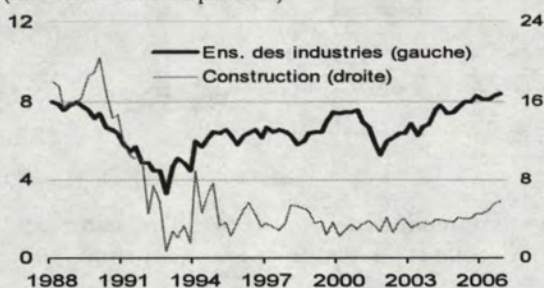
ont été observés dans toutes les provinces (tableau 1). En pourcentage du PIB réel du secteur, les investissements en M&M ont grimpé à un niveau sans précédent en 2006. D'après les résultats d'une enquête récente de Statistique Canada, les investissements dans les M&M devraient poursuivre leur croissance en 2007.

Situation financière

La situation financière des entreprises dans le secteur de la construction s'est encore améliorée au quatrième trimestre (graphique 6). Les bénéfices exprimés en pourcentage des recettes d'exploitation ont augmenté de 5,8 % au cours de ce trimestre et, en moyenne, de 5,2 % en 2006. Ce niveau, le plus haut atteint depuis 1998, est toutefois inférieur à la moyenne historique de 6,4 %.

Graphique 6 : Marges bénéficiaires

(En % des recettes d'exploitation)



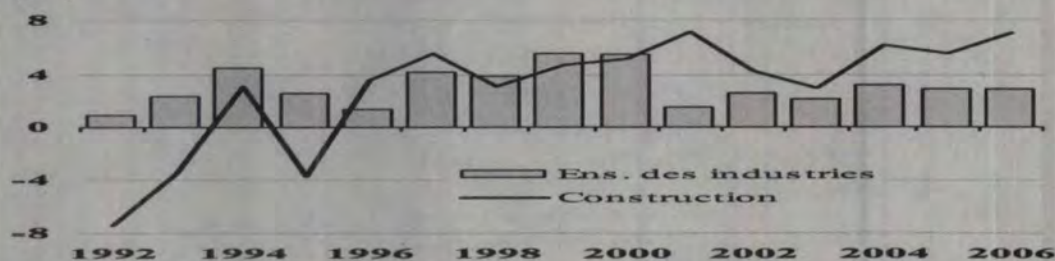
Encadré analytique

Performance du secteur de la construction au cours de la présente décennie

Au cours de la présente décennie, le secteur de la construction a été un moteur important de la croissance de l'économie canadienne. Depuis 2001, le taux de croissance du PIB réel dans ce secteur a dépassé chaque année la moyenne enregistrée pour l'économie dans son ensemble (graphique 1). En raison de la forte intensité en main-d'œuvre du secteur de la construction, la vigueur des investissements dans la construction résidentielle et non résidentielle a offert de nombreuses possibilités d'emploi. Du total de 2 millions d'emplois créés depuis la fin des années 1990, 300 000 sont attribuables au secteur de la construction. Cette contribution dépasse de beaucoup l'importance du secteur dans l'économie. L'encadré analytique présente un examen plus détaillé de la performance récente des industries du secteur de la construction.

Graphique 1 : Croissance du PIB réel : Secteur de la construction par rapport à l'ensemble des industries

(En %)



Structure du secteur

Le secteur de la construction comprend trois industries : l'industrie des travaux de génie, l'industrie de la construction résidentielle et l'industrie de la construction non résidentielle.

- La première industrie en importance est celle des travaux de génie, dont le PIB réel a atteint un total de 34 milliards de dollars en 2006, soit la moitié du PIB du secteur. Son activité consiste surtout à réaliser des projets d'ingénierie, notamment dans ces domaines : construction d'installations publiques d'électricité, d'installations d'extraction pétrolière et gazière et de pipelines, de routes, d'aqueducs et d'égouts. L'évolution démographique ainsi que la demande en énergie et les prix de l'énergie sont les facteurs qui ont la plus forte incidence sur cette industrie.
- La deuxième est l'industrie de la construction résidentielle. Les entreprises de cette industrie participent à la construction et à la rénovation de toutes sortes de logements. Cette industrie, qui compte pour un tiers environ de la production du secteur, est soumise aux pressions de facteurs à court terme, dont l'évolution du revenu et des taux d'intérêt, et à long terme, comme la croissance démographique. Le PIB réel de cette industrie se chiffrait à environ 23 milliards de dollars en 2006.
- La troisième est l'industrie de la construction non résidentielle, qui intervient pour moins d'un cinquième du PIB du secteur. Elle est spécialisée dans la construction d'immeubles ainsi que dans l'agrandissement et la transformation de bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels. Le PIB réel de cette industrie était de 12 milliards de dollars en 2006.

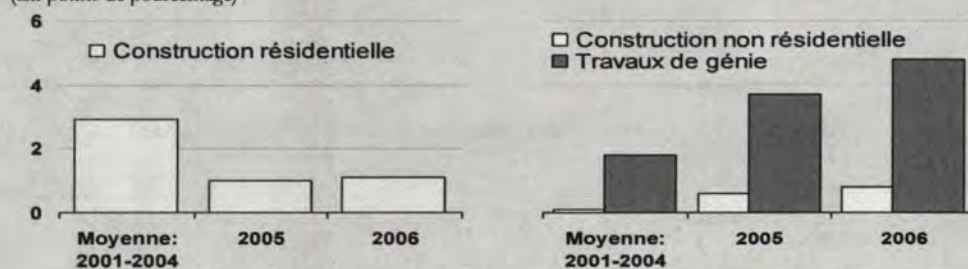
● Encadré analytique

Évolution des sources de la croissance du secteur

Au début de la décennie, l'industrie de la construction résidentielle a progressé très rapidement et a été la principale source de croissance du secteur (graphique 2). De 2001 à 2004, le PIB réel de cette industrie s'est accru à un taux annuel moyen de près de 10 % (graphique 3), alimenté par l'essor des investissements dans le logement neuf et la rénovation (graphique 3). Par contre, dans l'industrie de la construction non résidentielle, le PIB réel a augmenté plus modérément durant la même période (graphique 4), et sa contribution à la croissance du secteur a également été plus modeste (graphique 2).

Graphique 2 : Contribution à la croissance du PIB réel du secteur de la construction, par industrie

(En points de pourcentage)

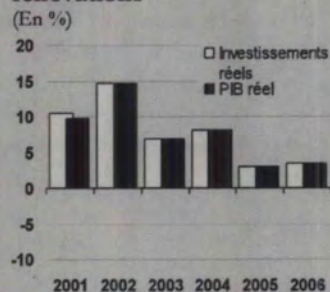


Un changement important s'est toutefois produit en ce qui a trait aux industries qui contribuent à l'essor du secteur (graphique 2). L'industrie des travaux de génie est devenue le principal moteur de croissance. Le PIB réel de cette industrie a progressé de près de 11 % en 2006, soit une augmentation cumulative de 30 % durant cette période. Il s'agit de la plus forte hausse enregistrée pendant une seule année et du principal accroissement observé au cours d'une période de trois ans. L'accroissement considérable des dépenses dans le secteur de l'énergie et de l'extraction minière a alimenté la production de l'industrie (graphique 5 et tableau 1). Dans le secteur, les projets d'immobilisations sont encore axés, dans une grande mesure, sur l'exploitation conventionnelle de pétrole et de gaz. Les investissements dans l'exploitation non conventionnelle de pétrole et de gaz ont toutefois augmenté à un rythme très rapide ces dernières années et devraient progresser de 39 % en 2007. Selon le ministère albertain de l'Emploi, de l'Immigration et de l'Industrie, 72 milliards de dollars seront investis dans des projets d'exploitation des sables bitumineux d'ici 2016.

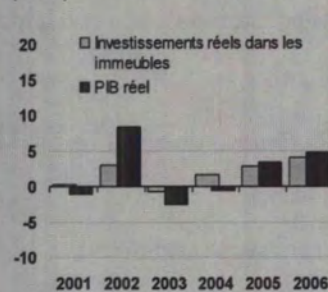
Dans le secteur des services publics, les dépenses d'investissement se sont également fortement accrues pendant les quatre dernières années, pour s'élever à un total de plus de 50 milliards de dollars. Les projets d'envergure ci-après sont liés à la production d'électricité et stimuleront l'industrie des travaux de génie au cours des prochaines années : l'investissement de 25 milliards de dollars d'ici 2015 dans le cadre de la stratégie énergétique du Québec, le plan intégré de réseau d'électricité de l'Ontario qui porte sur vingt ans, et l'investissement par Hydro Manitoba de 8 milliards de dollars pendant les 15 prochaines années pour accroître sa capacité électrique.

Encadré analytique

Graphique 3 : Construction résidentielle : PIB et investissements dans les logements neufs et les rénovations
(En %)



Graphique 4 : Construction non résidentielle : PIB et investissements dans les structures
(En %)



Graphique 5 : Travaux de génie : PIB et investissements dans les travaux de génie
(En %)

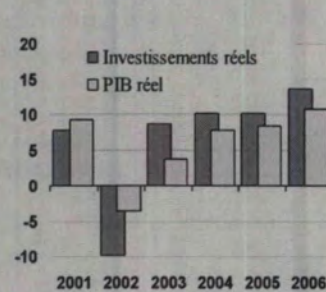


Tableau 1 : Investissements réels dans les travaux de génie, par secteur

(En millions de dollars constants de 1997)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Énergie et extraction minière	19,2	22,4	18,8	22,2	25,5	29,9	32,2
Énergie	17,5	20,4	16,9	20,3	22,9	26,9	29,2
Services publics	4,5	5,5	6,4	7,6	7,5	8,1	9,8
Services	13,4	14,0	12,8	12,2	12,1	13,5	14,9
Transport et de entreposage	3,5	2,6	2,2	1,5	1,6	2,0	3,0
Administrations publiques provinciales et locales	7,1	8,3	7,9	8,4	8,1	8,9	9,6
Total	38,4	42,9	39,2	42,9	45,9	52,1	57,5

Autres industries primaires¹

Importance économique

- Les autres industries primaires (c.-à-d. l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse) représente 2,3 % du PIB, et environ 56 % de sa production est exportée.
- Les principales industries sont les cultures agricoles et l'élevage (63 % du PIB réel du secteur) ainsi que la foresterie et l'exploitation forestière (27 %).
- 2,6 % de tous les emplois appartiennent au secteur des autres industries primaires.

Principaux moteurs de la croissance

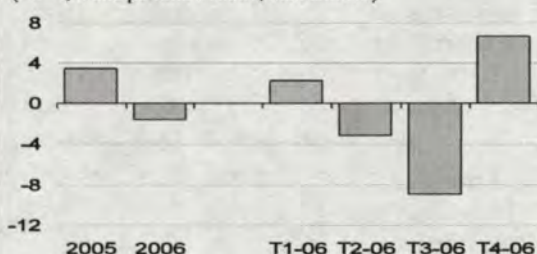
- La croissance de la population mondiale

Principaux enjeux du secteur

- La libéralisation mondiale du commerce
- Les subventions
- L'adoption des technologies

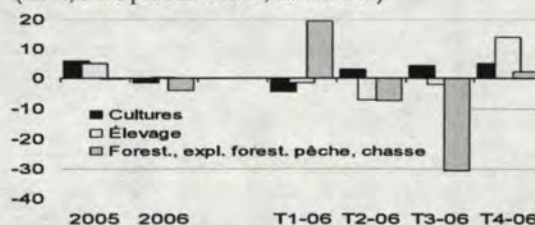
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



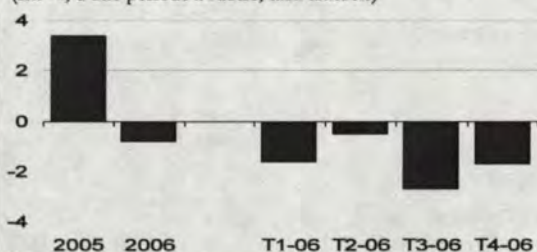
Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



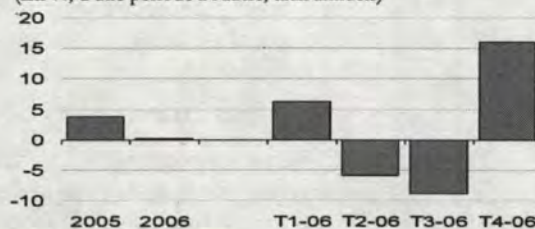
Graphique 3 : Croissance de l'emploi

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Résumé

Les récoltes et l'élevage sont principalement à l'origine du redressement, au quatrième trimestre, du PIB réel du secteur des autres industries primaires. En 2006, la production a néanmoins diminué pour la première fois depuis 2001. L'emploi a baissé de 0,8 % en 2006, après avoir augmenté de 3,4 % en 2005. La productivité du travail a remonté de 16 % au quatrième trimestre, tout en restant, en 2006, à peu près au même niveau qu'en 2005, après avoir vivement progressé pendant les trois trimestres précédents. En 2006, les dépenses au titre des M&M ont contribué à faire croître de 1,7 % les dépenses d'investissement, qui ont augmenté pour une deuxième année consécutive. D'après une enquête récente de Statistique Canada, les dépenses d'investissement devraient croître en 2007. Dans l'ensemble, la situation financière des industries du secteur s'est encore améliorée au quatrième trimestre, la marge bénéficiaire étant supérieure à la moyenne historique.

Production

Au quatrième trimestre, le PIB réel s'est redressé de 6,7 % dans le secteur des autres industries primaires, après avoir reculé durant les deux trimestres précédents (graphique 1). En 2006, la production a baissé de 1,7 % dans le secteur, qui a enregistré sa première diminution en quatre ans.

La production des cultures agricoles et de l'élevage a contribué à l'intensification de l'activité au quatrième trimestre (graphique 2). En ce qui a trait aux cultures, la production a augmenté de 5,4 % pour un troisième trimestre de suite, grâce à l'ouverture de nouveaux marchés d'exportation pour le blé et le canola.

1. Ce secteur comprend les cultures agricoles et l'élevage, la foresterie et l'exploitation forestière, ainsi que la pêche et la chasse.

Autres industries primaires

En ce qui concerne l'élevage, la production a crû de 5,2 %, en moyenne, aux troisième et quatrième trimestres, en partie grâce à la reprise des exportations de bétail aux États-Unis.

Par contre, la production de l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière a progressé légèrement au quatrième trimestre (2,4 %), après avoir enregistré une forte baisse au troisième, pour une diminution cumulative de 9,8 % depuis le premier trimestre. Ce recul est principalement imputable au ralentissement de l'activité dans le secteur du logement aux États-Unis.

Marché du travail

L'emploi a régressé de 1,7 % (-1 900) dans le secteur des autres industries primaires au quatrième trimestre, pour une diminution cumulative de 2,5 % (-10 900) depuis le troisième trimestre de 2005 (graphique 3). En 2006, l'emploi a baissé de 0,8 % (-3 600) après avoir progressé de 3,4 % (14 500), ces gains représentant la plus forte hausse enregistrée en 20 ans.

La production des cultures agricoles et de l'élevage a été, dans une large mesure, la cause du recul de l'emploi au deuxième trimestre. L'emploi a chuté en moyenne de 8,7 % (-13 300) et a diminué dans six provinces sur dix, surtout en Alberta (-8400), en Saskatchewan (-1 600) et à Terre-Neuve (-500).

Productivité du travail

La productivité du travail dans le secteur a affiché des gains importants de 16 % au quatrième trimestre, après avoir reculé de 5,9 % et de 8,9 % durant les deux trimestres précédents (graphique 4). Néanmoins, en moyenne, le taux de croissance de la productivité a ralenti pour se fixer à 0,2 % en 2006, ce qui équivaut à la plus faible augmentation en quatre ans.

Dépenses d'investissement

Dans le secteur des autres industries primaires, les dépenses d'investissement se sont accrues de 1,7 %, en hausse pour une deuxième année d'affilée (graphique 5 et tableau 1). Cette progression fait suite à une augmentation de 7,1 % en 2005 et à des baisses de 2,5 % et de 3 % au cours des deux années précédentes.

Les dépenses au titre des M&M sont à l'origine de la hausse des dépenses d'investissement en 2005 et 2006. Elles ont progressé en moyenne de 5,1 % par année durant cette période.

Graphique 5 : Dépenses d'investissement réelles

(En milliards de dollars constants de 1997)

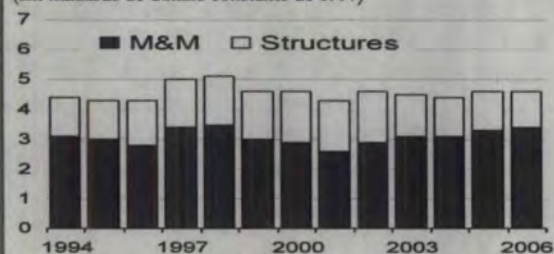


Tableau 1 : Dépenses d'investissement réelles, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	2002	2003	2004	2005	2006
T.-N.-L.	28	31	32	34	35
N.-É.	64	77	69	73	74
N.-B.	60	72	76	63	59
QC.	479	433	378	421	434
ONT.	637	595	608	659	688
MAN.	284	285	279	294	303
SASK.	464	585	578	614	630
ALB.	684	736	792	844	882
C.-B.	168	221	226	249	249

1. Les données pour les autres provinces ne sont pas disponibles.

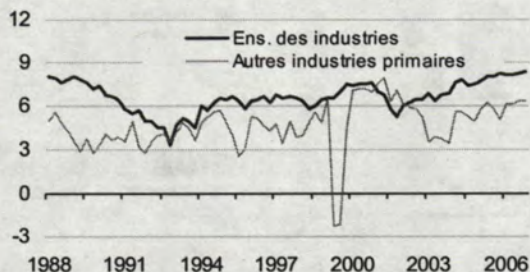
Autres industries primaires

Situation financière

Dans l'ensemble, la situation financière du secteur des autres industries primaires s'est encore améliorée au cours des deux derniers trimestres de 2006 (graphique 6). Les bénéfices d'exploitation se sont accrus pour s'établir à 6,3 % des recettes d'exploitation au quatrième trimestre. Pour l'ensemble de 2006, la marge bénéficiaire était de 6,2%, en moyenne. Ce niveau, le plus élevé depuis 2001, est supérieur à la moyenne historique de 4,7 %.

Graphique 6 : Marges bénéficiaires

(En % des recettes d'exploitation)



Services publics

Importance économique

- Le secteur représente 2,5 % du PIB, et environ 5 % de sa production est exportée.
- Les principales industries sont la production, le transport et la distribution d'électricité (PTDE) (82 % du PIB du secteur) et la distribution de gaz naturel (11 %).
- 0,7 % de tous les emplois se trouvent dans ce secteur.

Principaux moteurs de la croissance

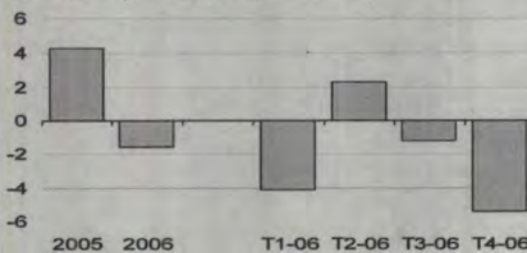
- La croissance de l'économie nationale

Principaux enjeux du secteur

- Intensification de la demande d'énergie et du vieillissement des infrastructures d'aqueduc et d'égout

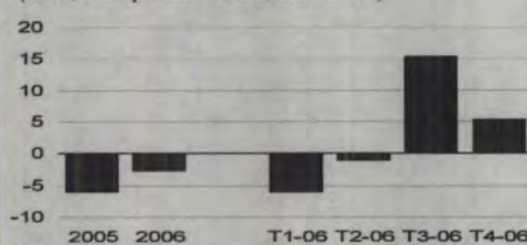
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



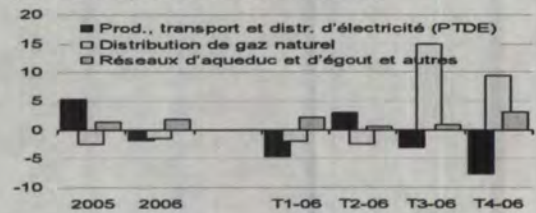
Graphique 3 : Croissance de l'emploi

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



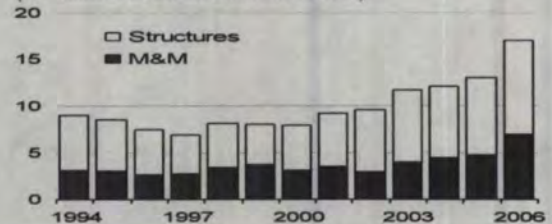
Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Graphique 4 : Dépenses d'investissement réelles

(En milliards de dollars constants de 1997)



Résumé

Le PIB réel du secteur des services publics a diminué au quatrième trimestre, après trois baisses consécutives de la production au cours de l'année écoulée. La production se ressent encore des effets de la contraction de la demande d'électricité, essentiellement attribuable adoucissement de la température. Malgré un redressement au deuxième trimestre de 2006 (5 900 emplois de plus), l'emploi a connu sa troisième baisse des quatre dernières années, ce recul ayant toutefois été moins important en 2006. Les dépenses d'investissement ont augmenté de 30 % en 2006, pour un total de 54 milliards de nouveaux investissements durant les quatre dernières années, en raison de l'intensification de la demande d'énergie et du vieillissement des infrastructures d'aqueduc et d'égout. Des sommes considérables ont été investies dans les M&M et les structures, surtout au Québec et en Ontario. D'après une enquête récente de Statistique Canada, la croissance des dépenses d'investissement devrait demeurer vigoureuse en 2007.

Production

Le PIB réel du secteur des services publics a diminué de 5,4 % au quatrième trimestre, soit le troisième recul observé durant l'année écoulée (graphique 1). Comme cela a été le cas aux trimestres précédents, la production a été touchée par la baisse de la demande d'électricité, surtout attribuable à un adoucissement de la température en Ontario et

au Québec. En 2006, la production a diminué de 1,6 %, soit la première baisse en cinq ans. L'industrie de la production, du transport et de la distribution d'électricité (PTDE), qui domine nettement les autres industries, a été la cause du ralentissement de l'activité dans ce secteur au deuxième semestre de 2006 (graphique 2). Par contre, la production de

Services publics

L'industrie de la distribution de gaz naturel s'est redressée vigoureusement au deuxième semestre, après avoir accusé une baisse au premier. Dans l'industrie des réseaux d'aqueduc et d'égout et autres, la production a progressé à un rythme plus rapide au quatrième trimestre.

Marché du travail

L'emploi a progressé dans le secteur des services publics aux troisième et quatrième trimestres (graphique 3), avec la création de 5 900 emplois durant le deuxième semestre de 2006. Cette hausse fait suite à quatre baisses consécutives. En 2006, l'emploi a reculé pour une deuxième année d'affilée, quoique de façon moins marquée, fléchissant de 2,6 % (3 300).

Au deuxième semestre de 2006, la montée de l'emploi a eu lieu entièrement dans l'industrie des PTDE, où 7 900 emplois ont été créés. L'emploi a diminué dans l'industrie de la distribution du gaz naturel, où il y a eu perte de 1 900 emplois, et est demeuré relativement inchangé dans l'industrie des réseaux d'aqueduc et d'égout et autres.

Dépenses d'investissement

Dans le secteur des services publics, les dépenses d'investissement se sont encore fortement accrues en 2006, augmentant de 29,8 % (graphique 4). Elles ont totalisé plus de 50 milliards de dollars pour les quatre années

précédentes, soit le deuxième niveau en importance enregistré en quatre ans. D'après une enquête récente de Statistique Canada, les investissements devraient augmenter en 2007 dans le secteur des services publics (au Québec et en Ontario).

Les investissements en M&M et les structures ont contribué à l'accroissement des dépenses d'investissement dans le secteur en 2006. Pour une quatrième année consécutive, les investissements en M&M se sont fortement accrus, bondissant de 44,3 % pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis 1991, en pourcentage du PIB réel. La valeur totale des nouveaux investissements s'est chiffrée à un peu plus de 20 milliards de dollars pendant cette période de quatre ans, la majeure partie de cette somme étant investie au Québec, en Ontario et en Alberta (tableau 1). Le Québec et l'Ontario ont investi massivement dans des projets liés à la production d'électricité afin d'améliorer et de moderniser leurs infrastructures.

En 2006, les dépenses d'investissement dans les structures ont progressé à un rythme moins rapide (21,2 %). Cette hausse fait suite à une augmentation très modérée observée l'année précédente et à un accroissement considérable en 2002 et en 2003. Durant les quatre dernières années, les investissements dans les structures se sont élevés à 33,5 milliards de dollars, la majeure partie de cette somme étant investie au Québec et en Ontario (tableau 2).

Tableau 1 : Dépenses d'investissement réelles en M&M, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	2002	2003	2004	2005	2006
T.-N.-L.	63	98	52	69	80
QC.	370	559	839	875	1 100
ONT.	1 379	1 364	1 792	1 809	3 251
MAN.	180	201	260	415	354
SASK.	98	73	78	96	110
ALB.	660	1 358	873	855	1 108

1. Les données pour les autres provinces ne sont pas disponibles.

Tableau 2 : Dépenses d'investissement réelles en structures, par province

(En millions de dollars constants de 1997)

	2002	2003	2004	2005	2006
T.-N.-L.	152	101	67	72	72
QC.	194	2 494	3 182	3 302	3 403
ONT.	2 239	2 344	1 893	2 114	3 028
MAN.	259	248	288	369	561
SASK.	291	296	261	451	266
ALB.	726	748	617	555	789

1. Les données pour les autres provinces ne sont pas disponibles.

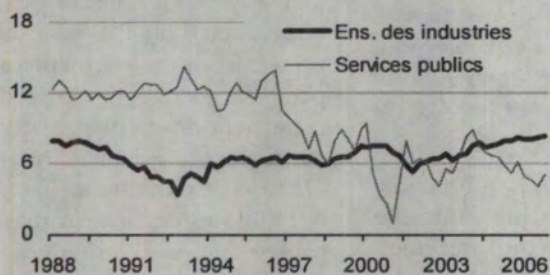
Services publics

Situation financière

La situation financière du secteur des services publics s'est améliorée au quatrième trimestre de 2006, après s'être détériorée lors des deux années précédentes (graphique 5). La marge bénéficiaire de ce secteur s'est établie à 5 % au quatrième trimestre, mais a diminué pour l'ensemble de l'année, passant de 5,9 % en 2005 à 4,6 % en 2006, ce qui est inférieur à la moyenne historique.

Graphique 5 : Marges bénéficiaires

(En % des recettes d'exploitation)



Annexe de données

Table des matières

PIB réel par industrie	52
Emplois par industrie	52
Croissance de la productivité du travail dans le secteur des entreprises	53
Marges bénéficiaires d'exploitation par industrie	54
Investissements des secteurs public et privé par industrie	55
Ratio capital-travail dans les M&M	
par industrie	56
par industrie de la fabrication	57
Taux d'utilisation de la capacité par industrie	58

Annexe de données

PIB réel aux prix de base par industrie

Niveau en millions de dollars enchaînés de 1997 et variation en pourcentage par rapport à la période précédente, données désaisonnalisées, taux annuels

	T1-2006	T2-2006	T3-2006	T4-2006	2004	2005	2006
Ensemble des industries	1 085 006	1 089 515	1 094 248	1 097 889	1 034 024	1 062 951	1 091 665
	3,4	1,7	1,7	1,3	3,1	2,8	2,7
Total - biens	336 580	334 230	333 867	332 501	325 202	331 595	334 294
	0,7	-2,8	-0,4	-1,6	2,9	2,0	0,8
Autres industries primaires	25 418	25 209	24 626	25 026	24 619	25 488	25 070
	2,3	-3,2	-8,9	6,7	7,4	3,5	-1,6
Extr. minière, pétrolière et gazière	39 591	39 357	39 990	39 399	38 789	38 865	39 584
	-3,8	-2,3	6,6	-5,8	2,1	0,2	1,8
Services publics	27 528	27 686	27 604	27 225	26 806	27 948	27 511
	-4,1	2,3	-1,2	-5,4	0,7	4,3	-1,6
Construction	67 494	67 979	68 560	69 454	60 228	63 689	68 372
	12,6	2,9	3,5	5,3	6,4	5,7	7,4
Fabrication	175 817	173 188	171 732	170 391	173 726	174 987	172 782
	-1,2	-5,8	-3,3	-3,1	1,9	0,7	-1,3
Total - services	749 706	756 767	761 965	767 110	709 800	732 506	758 887
	4,7	3,8	2,8	2,7	3,2	3,2	3,6
Services au secteur des entreprises	589 421	595 607	600 773	605 240	554 122	574 802	597 760
	5,2	4,3	3,5	3,0	3,6	3,7	4,0
Services autres qu'au secteur des entreprises	160 285	161 160	161 192	161 870	155 678	157 704	161 127
	3,2	2,2	0,1	1,7	1,9	1,3	2,2

Source : Statistique Canada, tableaux 379-0017 et 379-0018.

Emplois par industrie

Niveau en milliers et variation en pourcentage par rapport à la période précédente, données désaisonnalisées, taux annuels

	T1-2006	T2-2006	T3-2006	T4-2006	2004	2005	2006
Ensemble des industries	16361,7	16477,5	16500,7	16597,6	15947,0	16169,7	16484,3
	1,7	2,9	0,6	2,4	1,8	1,4	1,9
Total - biens	3985,2	3995,5	3963,7	3999,9	3989,8	4002,4	3985,9
	-1,5	1,0	-3,1	3,7	1,6	0,3	-0,4
Autres industries primaires¹	438,2	437,7	434,7	432,8	425,0	439,5	435,9
	-1,6	-0,5	-2,7	-1,7	-2,5	3,4	-0,8
Extr. minière, pétrolière et gazière¹	229,2	240,0	242,4	250,8	187,6	210,7	240,6
	21,7	20,2	4,1	14,7	5,3	12,3	14,2
Services publics	119,7	119,4	123,7	125,3	133,3	125,3	122,0
	-6,0	-1,0	15,3	5,3	2,1	-6,0	-2,6
Construction	1064,1	1061,4	1067,2	1085,8	951,7	1019,5	1069,7
	5,3	-1,0	2,2	7,2	5,0	7,1	4,9
Fabrication	2134,0	2137,0	2095,7	2105,1	2292,1	2207,4	2117,7
	-6,5	0,6	-7,5	1,8	0,7	-3,7	-4,1
Total - services	12376,5	12482,0	12537,1	12597,7	11957,2	12167,3	12498,4
	2,8	3,5	1,8	1,9	1,8	1,8	2,7

Source : Statistique Canada, tableau 282-0088. 1. Calculs faits à l'interne.

Annexe de données

Croissance de la productivité du travail dans le secteur des entreprises

Variation en pourcentage, taux annuels

	Variation en % par rapport au trimestre précédent				Variation en % par rapport à l'année précédente		
	T1-2006	T2-2006	T3-2006	T4-2006	2004	2005	2006
Total – Sect. des entreprises	1,7	-1,0	0,0	1,0	0,3	2,1	1,2
Biens	-0,3	-4,0	-1,7	0,7	-0,2	1,3	0,1
Autres industries primaires	6,3	-5,9	-8,9	16,0	7,3	3,8	0,2
Construction	8,8	3,9	-0,7	1,7	-0,1	-0,7	3,4
Fabrication	-0,7	-7,1	-3,0	2,7	0,1	3,6	0,1
Services	2,4	1,4	1,4	0,0	0,6	2,6	2,1
Commerce de gros	8,8	6,8	4,3	-3,3	1,3	7,4	7,2
Commerce de détail	9,5	3,8	2,2	-2,4	1,4	2,3	4,2
Transport et entreposage	-3,5	-1,1	-2,5	2,9	2,2	4,0	0,7
Information et culture	2,6	0,0	0,3	0,0	-1,9	4,5	3,6
Finance, immobilier et gestion de sociétés	2,3	5,7	6,0	2,9	1,1	-1,9	0,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	-0,3	0,3	-2,0	0,3	0,0	1,6	0,0
Serv. administratifs, serv. de soutien, serv. de gestion des déchets et serv. d'assainissement	2,1	5,0	0,0	-0,4	-2,4	0,9	2,0
Hébergement et services de restauration	2,8	-6,1	2,9	8,7	0,1	2,2	1,6
Autres services aux ménages privés	-3,2	-4,0	-1,8	-1,1	0,5	2,4	-1,0

Source : Statistique Canada, tableaux 383-0088 et 383-0012.

Annexe de données

Marges bénéficiaires d'exploitation par industrie

En pourcentage des recettes d'exploitation, données désaisonnalisées, taux annuels

	T1-2006	T2-2006	T3-2006	T4-2006	2004	2005	2006
Ensemble des industries	8,1	8,1	8,3	8,4	7,6	8,0	8,2
Total -- industries non financières	6,5	6,5	6,7	6,8	6,0	6,5	6,6
Autres industries primaires	6,1	6,1	6,3	6,3	5,4	5,7	6,2
Extraction minière, pétrolière et gazière	20,3	19,8	19,9	19,1	17,1	20,8	19,8
Extraction minière, sauf pétrolière et gazière	20,9	20,1	20,3	19,3	17,5	21,4	20,1
Pétrole et gaz	17,1	18,4	17,7	18,3	15,0	17,3	17,9
Services publics	4,9	4,6	4,0	5,0	7,6	5,9	4,6
Construction	4,5	4,9	5,5	5,8	3,8	4,2	5,2
Fabrication	5,8	5,5	6,0	6,2	6,4	5,9	5,9
Services (sauf administrations publiques)	8,4	8,5	8,5	8,7	7,7	8,2	8,5
Total -- industries financières	23,8	23,3	23,4	23,6	22,8	23,2	23,5

Source : Statistique Canada, tableau 187-0002.

Annexe de données

Investissements des secteurs public et privé au Canada par industrie

Niveau en milliards \$ et variation en % par rapport à la période précédente

	En milliards de dollars				Variation en % par rapport à l'année précédente			
	2004 Réel	2005 Réel	2006 Réel, provisoire	2007 Projets	2004 Réel	2005 Réel	2006 Réel, provisoire	2007 Projets
Ensemble des industries (sauf logement)	177,8	199,7	217,4	230,1	8,9	12,3	8,9	5,8
Structures	84,1	98,4	113,4	121,4	11,9	17,0	15,3	7,1
Machines	93,8	101,3	104,0	108,7	6,4	8,0	2,7	4,5
Autres industries primaires	4,7	4,5	4,5	4,5	2,5	-3,5	-0,9	-0,4
Structures	1,5	1,4	1,3	1,3	0,4	-7,9	-2,1	0,9
Machines	3,2	3,2	3,1	3,1	3,6	-1,5	-0,3	-1,0
Extraction minière, pétrolière et gazière	36,9	49,0	53,6	52,4	21,5	32,6	9,5	-2,4
Structures	29,9	39,4	45,9	43,7	21,8	31,6	16,6	-4,8
Machines	7,0	9,6	7,7	8,6	20,4	37,0	-19,8	12,3
Services publics	12,8	13,5	17,2	20,5	4,2	5,2	27,8	18,7
Structures	8,8	9,9	12,4	15,2	3,6	11,5	25,3	23,2
Machines	4,0	3,6	4,9	5,3	5,6	-8,7	34,5	7,5
Construction	4,1	4,3	4,6	4,9	9,2	5,4	6,8	7,6
Structures	0,5	0,5	0,6	0,6	12,7	6,1	7,5	8,3
Machines	3,6	3,7	4,0	4,3	8,7	5,4	6,7	7,5
Fabrication	18,7	19,4	19,5	20,5	-4,2	3,9	0,1	5,3
Structures	2,6	2,2	2,3	2,5	-9,0	-14,4	4,1	6,8
Machines	16,1	17,2	17,1	18,0	-3,4	6,9	-0,4	5,1
Administrations publiques	20,3	22,8	25,6	29,3	7,2	12,5	12,2	14,5
Structures	15,3	17,5	19,9	22,9	9,6	14,3	13,4	15,1
Machines	4,9	5,3	5,7	6,4	0,3	6,8	8,2	12,4
Total – services	100,6	108,9	118,0	127,4	8,5	8,3	8,4	8,0
Structures	40,7	45,0	50,9	58,0	9,2	10,6	13,1	14,0
Machines	59,9	63,9	67,1	69,4	8,0	6,7	5,0	3,4
Services (sauf administrations publiques)¹	80,4	86,2	92,5	98,2	8,8	7,2	7,3	6,2
Structures	25,4	27,5	31,0	35,2	9,0	8,4	12,9	13,3
Machines	55,0	58,7	61,4	63,0	8,7	6,7	4,7	2,5

Source : Statistique Canada, tableau 029-0005.

Annexe de données

Ratio capital-travail dans les machines et le matériel par industrie
Capital par heure travaillée, tous les emplois, en dollars enchaînés de 1997

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Ensemble des industries	11,2	11,6	11,8	11,8	12,0	12,3	13,1
Autres industries primaires	9,7	10,2	10,8	10,7	11,0	11,1	11,4
Extraction minière, pétrolière et gazière	36,2	36,9	38,8	47,2	48,7	53,8	57,3
Construction	4,7	4,9	5,2	5,3	5,5	5,6	5,7
Fabrication	19,7	19,1	18,8	18,2	18,3	18,0	19,3
Commerce de gros	5,4	5,4	5,7	5,8	6,1	6,5	7,0
Commerce de détail	3,4	3,6	3,8	3,7	4,0	4,4	4,6
Transport et entreposage	18,1	18,3	18,9	19,4	19,3	19,1	20,7
Information et culture	31,1	32,3	33,5	33,5	31,8	32,5	34,5
Finance et assurances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services prof., scientifiques et techniques	4,4	5,4	5,6	5,9	6,1	6,5	7,3
Serv. admin., serv. de soutien, serv. de gestion des déchets et serv. d'assainissement	1,7	1,9	1,8	1,8	2,1	2,1	2,4
Hébergement et services de restauration	1,6	1,6	1,5	1,6	1,9	2,1	2,3
Autres services aux ménages privés	1,8	1,8	1,9	2,0	2,1	2,4	2,6
Administrations publiques	11,2	12,1	12,8	12,7	12,8	12,9	14,0

Source : Statistique Canada, tableau 031-0002 pour le stock de capital des machines et matériel (stock net géométrique de fin d'exercice) et tableau 383-0010 pour les heures travaillées de tous les emplois.

Annexe de données

Ratio capital-travail dans les machines et le matériel par industries de fabrication

Capital par heure travaillée, tous les emplois, en dollars enchaînés de 1997

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Fabrication	19,6	19,0	18,6	18,0	17,9	17,6	18,6
Aliments	12,5	12,7	12,3	12,8	12,6	12,6	13,1
Boissons et produits du tabac	29,2	28,7	29,8	31,7	28,2	26,0	27,5
Usines de textiles et usines de produits textiles	21,4	19,3	19,7	17,5	19,0	17,6	17,4
Vêtements	3,2	2,7	2,4	2,5	2,5	2,4	2,4
Produits en cuir et produits analogues	4,6	4,7	4,7	4,2	4,3	3,9	4,1
Produits du bois	16,6	17,6	17,0	15,9	16,1	16,2	18,3
Papier	58,3	56,4	52,5	48,6	46,5	40,3	40,6
Impression et activités connexes de soutien	8,1	8,1	7,7	7,8	8,2	7,8	8,2
Produits du pétrole et du charbon	44,3	43,3	48,9	67,9	73,3	100,6	152,4
Produits chimiques	40,1	43,1	41,6	38,7	34,0	32,3	32,5
Produits en plastique et en caoutchouc	15,0	14,1	14,5	13,6	13,3	13,2	13,7
Produits minéraux non métalliques	20,6	19,8	19,6	18,6	17,8	17,6	19,3
Première transformation des métaux	44,8	46,7	47,3	40,6	39,9	40,5	42,7
Fabrication de produits métalliques	9,0	7,5	7,5	7,2	7,1	6,9	7,2
Machines	8,5	7,8	7,9	7,3	7,2	7,0	7,5
Produits informatiques et électroniques	15,7	16,6	19,8	19,9	17,2	15,1	14,4
Matériel, appareils et composants électriques	10,6	11,7	11,5	11,5	11,8	10,5	10,1
Matériel de transport	28,8	28,5	28,0	28,1	30,4	30,2	31,6
Meubles et produits connexes	3,7	3,8	3,9	3,7	3,9	3,9	4,1
Activités diverses de fabrication	4,3	3,9	3,8	3,7	3,7	4,0	4,6

Source : Statistique Canada, tableau 031-0002 pour le stock de capital des machines et matériel (stock net géométrique de fin d'exercice) et tableau 383-0010 pour les heures travaillées.

Annexe de données

Taux d'utilisation de la capacité par industrie

En pourcentage de la production potentielle

	T1-2006	T2-2006	T3-2006	T4-2006	2004	2005	2006
Ensemble des industries	85,8	84,5	83,4	82,5	85,4	85,3	84,1
Foresterie et exploitation forestière	88,9	88,2	80,6	80,4	88,8	85,2	84,5
Extraction minière, pétrolière et gazière	84,3	82,8	83,1	81,4	89,8	86,5	82,9
Extraction minière	83,7	82,0	82,1	81,4	86,3	82,9	82,3
Extraction pétrolière et gazière	85,2	84,1	84,5	81,5	95,3	92,0	83,8
Services publics (activités liées à l'électricité seulement)	87,3	87,5	85,9	83,4	85,3	89,6	86,0
Construction	89,2	87,9	86,5	85,8	88,0	87,7	87,4
Fabrication	84,6	83,2	82,2	81,4	83,5	83,7	82,9

Source: Statistics Canada, Table 028-0002.

Le Rapport sur la performance des industries canadiennes est une publication semestrielle qui contient une analyse courante de la performance économique et financière des industries canadiennes. Le Rapport est publié par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada.

Si vous désirez recevoir un avis lors de la parution des prochains numéros du Rapport, veuillez envoyer vos coordonnées électroniques à : mepa.apme@ic.gc.ca

Pour obtenir un exemplaire imprimé de cette publication, il suffit de communiquer avec la :

Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Tél. : 613-952-6411
Télé. : 613-991-1261
Site Web : www.strategis.gc.ca/recherche

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca.

ISSN 1911-8775

IC 60215

Also available in English under the title, *Report on Canada's Industrial Performance Second Half of 2006*.
